

**GAZA**

Attaque à l'explosif contre un poste de l'armée israélienne

Page A 5



**HISTOIRE**

À la rencontre des villégiateurs de Sainte-Pétronille

Page A 4

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCV N° 143

LE LUNDI 28 JUIN 2004

87c + TAXES = 1\$

**TURQUIE**

## «Unité», mot clé au Sommet de l'OTAN

Compromis sur la formation des soldats et policiers irakiens

Istanbul — Les chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN ont entamé hier leur sommet d'Istanbul, où ils s'emploieront à afficher leur unité retrouvée un peu plus d'un an après l'intervention en Irak.



ANATOLIAN/REUTERS

Des manifestants ont brûlé une effigie du président américain George W. Bush au cours d'une manifestation tenue à Istanbul, hier, à l'occasion du sommet de l'OTAN.

A deux jours du transfert de souveraineté aux autorités locales, ils approuveront un compromis sur la formation des soldats et policiers irakiens qui permet à chacun de crier victoire après de longues négociations.

Pour les autorités américaines, cet accord, qui doit être entériné aujourd'hui à Istanbul, consacre l'im-

plication de l'Alliance au-delà du simple soutien logistique qu'elle offre déjà à la division multinationale polonaise dans le centre du pays. Pour les pays les plus réticents à une opération sous bannière de l'OTAN,

VOIR PAGE A 8: OTAN

■ Lire autre texte en page A 5

**AUTOMOBILE**

## La guerre contre les gros VUS, s'engage aux États-Unis et en Europe

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Pendant que les Québécois continuent sans sourciller d'étancher la soif de leurs gros véhicules utilitaires sport (VUS) et de leurs 4x4 à coups de pleins d'essence de 75 \$, voire de 100 \$ et plus, aux États-Unis et en Europe s'amorce toute une série de batailles qui ciblent de différentes façons ces monstres énergivores aux émissions néfastes pour le climat.

Aux États-Unis, un pays qui a renié ses engagements envers le Protocole de Kyoto, des sociétés commerciales comme FedEx et des États comme la Californie ont décidé de ne plus attendre l'administration Bush pour passer à l'attaque. Il y a quelques mois, FedEx annonçait qu'elle allait remplacer, sur 10 ans, l'essentiel de ses 30 000 véhicules de livraison en Amérique par des camions hybrides équipés de diesels dont les émissions de particules cancérogènes seraient réduites de 90 % et dont les gaz précurseurs du smog seraient diminués de 75 %. Mais leur efficacité énergétique serait améliorée de 50 %.

Mais le vrai coup dur pour les constructeurs automobiles est venu il y a quelques jours de la Californie, où le California Air Resources Board (CARB) a publié un projet de règlement destiné à réduire la consommation d'essence des véhicules neufs de 30 % d'ici 10 ans afin de combattre le réchauffement du climat.

VOIR PAGE A 8: BATAILLE

**INDEX**

Annonces	B 5	Idées	A 7
Avis publics	B 4	Météo	B 4
Convergence	B 7	Monde	A 5
Culture	B 8	Mots croisés	B 4
Décès	B 5	Religions	B 6
Économie	B 1	Sports	B 4
Éditorial	A 6	Télévision	B 6



JIM YOUNG REUTERS

Paul Martin s'est mêlé aux pièces d'un jeu d'échec géant, en Nouvelle-Écosse, hier, lors de la dernière journée de la campagne électorale au cours de laquelle le premier ministre s'est livré à sprint qui l'a mené d'un bout à l'autre du pays.

# À vous de jouer!

Les machines électorales tourneront à plein régime en ce jour d'élections générales

KATHLEEN LÉVESQUE

Au terme de 36 jours d'une lutte serrée entre les chefs libéral et conservateur, la pression est aujourd'hui sur les épaules des machines électorales qui doivent orchestrer la sortie du vote pour faire la différence.

Selon les sondages sortis en rafale ces derniers jours, le cœur de quelque 22,7 millions d'électeurs canadiens vacille entre Paul Martin et Stephen Harper. Ni un ni l'autre ne semble capable de se hisser au pouvoir avec une majorité à la Chambre des communes; le nombre d'indécis demeure élevé dans tout le pays.

Au Québec, le Bloc québécois obtient très largement la faveur des personnes sondées. Le défi des organisateurs bloquistes est donc de tout faire afin que les intentions de vote se traduisent par un appui concret dans les urnes. «Chez les électeurs favorables au Bloc, il peut y avoir un certain laisser-aller compte tenu du fait que la moitié d'entre eux ne sont pas souverainistes. Ils pourraient donc avoir le sentiment d'avoir suffisamment sanc-

tionné le gouvernement à travers les sondages», analyse le président de l'agence BCP, John Parisella.

Le politologue Jean-Herman Guay, de l'Université de Sherbrooke, ajoute que la participation électorale est un enjeu particulièrement important pour le Bloc québécois et le NPD ailleurs au Canada, ces deux formations s'attirant davantage les faveurs de l'électorat jeune, traditionnellement moins empressé de se rendre aux urnes. Surtout avec le scandale des commandites, «il y a une certaine honte, une certaine gêne à se déclarer libéral lors d'un sondage. Il se peut que le vote libéral soit sous-estimé», croit M. Guay. Ce biais risque d'être d'autant plus important lorsque la personne sondée doit aussi répondre à des questions sur le scandale avant d'émettre son opinion sur les partis.

Vendredi, tant les libéraux que les bloquistes ont lancé un appel pressant aux citoyens pour qu'ils exercent leur droit de vote. Toutefois, leur stratégie diffère puisque les uns sont sur la défensive et les autres, en mode offensif. Au Bloc, cet esprit s'est notamment traduit, au cours de la fin de semaine, par une mini-tour-

née du Forum jeunesse du parti dans quatorze circonscriptions dont des forteresses libérales comme Outremont, Jeanne-Le Ber, Brome-Missisquoi et Beauce.

De leur côté, les chefs des différents partis ont fait hier un dernier blitz de campagne. Le premier ministre sortant, Paul Martin a parcouru le pays d'est en ouest dans le but de grappiller tous les votes possible dans ce qui constitue la course électorale la plus serrée depuis au moins 30 ans. M. Martin a lancé un dernier message aux Québécois qui semblent vouloir lui tourner le dos. «Je m'engage à vous donner un gouvernement intègre et honnête. Je m'engage à vous donner un gouvernement dans lequel le Québec aura une voix forte», a affirmé le chef libéral qui fait face à un mécontentement populaire à cause du scandale des commandites.

VOIR PAGE A 8: ÉLECTIONS

- La dernière journée de campagne des chefs, pages A 2 et A 3
- L'éditorial de Josée Boileau, page A 6
- La chronique de Jean-Claude Leclerc, page B 6

**L'ENTREVUE**

## Le cœur à la liberté

L'avocate-journaliste Anne-Marie Dussault milite pour la défense des droits des citoyens

Présidente de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (FPJQ) depuis trois ans, Anne-Marie Dussault a gardé de son expérience d'avocate le souci de la justice, une exigence de clarté ainsi que l'art de prendre et de donner la parole. Devenue journaliste et animatrice à la radio et à la télé, elle n'a cessé de s'intéresser à la défense des droits des citoyens. Deux causes mobilisent actuellement toute son énergie: la préservation de la liberté de la presse au Québec et la survie de Télé-Québec (TQ), où elle continuera à l'automne d'animer *Points chauds*, l'une des rares émissions d'information qui restent sur cette chaîne.

SOLANGE LÉVESQUE

Née à Québec de parents qui lisaient plusieurs journaux et s'intéressaient à la politique, Anne-Marie Dussault a su dès l'adolescence qu'elle travaillerait à servir le public. Ses idoles n'étaient pas des stars du rock mais des journalistes; exercer ce métier lui semblait pourtant un rêve inaccessible, qu'elle a enfoui en s'inscrivant plutôt en droit.

Mais le hasard allait permettre à son rêve de refaire surface. En 1978, elle travaillait déjà comme procureur de la Couronne lorsque le Congrès international des magistrats de la jeunesse s'est tenu à

Montréal, pour la première fois de son histoire ailleurs qu'en Europe. Bénévolement, Anne-Marie Dussault a pris en charge les relations de presse, ce qui lui a permis de côtoyer des journalistes avec qui un rapport amical s'est rapidement établi.

La glace était brisée. TVA, qui était représenté à ce congrès, lui offre bientôt d'effectuer la recherche pour une émission hebdomadaire intitulée *Les gens qui font l'événement*. Un autre hasard allait changer sa vie: un journaliste du nom de Marc Laurendeau animait l'émission. Double coup de foudre: pour le journaliste et pour le journalisme.

De fil en aiguille, Anne-Marie



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Anne-Marie Dussault

Dussault est devenue porte-parole du public dans *La parole est à vous*, une émission à laquelle elle a travaillé deux ans avec l'accord de ses patrons du ministère de la Justice, puis animatrice de *Contrechamp* pour Radio-Canada à Québec. Il fallait faire un choix entre le droit et le journalisme: elle a choisi le journalisme. «J'ai eu beaucoup de chance, et la vie m'a fait des cadeaux, mais j'ai aussi travaillé très fort, car

de «la blonde chromée du canal 10 qui n'était pas vraiment journaliste» (c'est ainsi que certains collègues me voyaient au début) à la présidence de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, la marche était haute! Je m'en rends compte maintenant. Je sous-estimais alors la complexité des enjeux inhérents à la tâche de présidente.

VOIR PAGE A 8: DUSSAULT

## • LES ACTUALITÉS •

MONTREAL

## Semaine cruciale pour la crise du logement

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Pas de cohue aux portes du centre d'accueil pour les locataires sans logis de la Ville de Montréal, ni de congestion au service téléphonique pour les personnes n'ayant pas trouvé de logement: la récurrente crise du logement du 1<sup>er</sup> juillet risque d'être «moins sévère» cette année, estime la Ville en se fiant à des chiffres indicateurs moins alarmistes. Mais l'heure n'est pas encore au pavé: la grosse semaine ne fait que commencer, rappellent les intervenants sociaux en matière de logement.

Des camions de déménagement dans les rues, des boîtes descendues de mains en mains par les escaliers de métal, des vieux fauteuils abandonnés sur les trottoirs, les signes classiques indiquant que le 1<sup>er</sup> juillet est tout près sont bien visibles depuis quelques jours. Mais au 868-GITE, la ligne d'aide mise en service par la Ville, le volume d'appel est moindre que l'an dernier, affirme l'attaché de presse du conseiller responsable de l'habitation à la Ville de Montréal. Une quinzaine d'appels hier, 37 samedi, pour un total d'un peu plus de 1700 depuis le 15 juin. C'est environ 800 de moins qu'en 2003, dit-on. Quelque 20 ménages sont aus-

si actuellement hébergés au YMCA du centre-ville.

Des chiffres qui sont encourageants, reconnaît François Saillant, coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Mais «le vrai test est à venir», rappelle-t-il. Sur les 680 suppléments d'aide au loyer disponibles à Montréal cette année, 449 ont déjà été accordés. Cent vingt-huit de ces ménages ont ensuite trouvé un logement par leurs propres moyens. «Il y a avait 1060 suppléments disponibles l'an dernier, note François Saillant, et on en a manqué. Les chiffres de cette année nous laissent croire à une situation semblable; c'est là notre plus grosse crainte.» Québec pourrait par contre déboucher d'autres suppléments, si besoin est, nuance la Ville. Autre irritant pour le FRAPRU: la nouvelle mesure qui impose aux demandeurs de supplément de montrer un bail de résidence sur le territoire montréalais pour l'année écoulée semble causer des maux de têtes à certains locataires.

«Dans l'ensemble, les choses se présentent mieux, dit François Saillant. Mais on ne pourra mesurer l'ampleur du problème ou l'amélioration de celui-ci que dans les prochains jours.»

Le Devoir

EN BREF

## Mariage de Bernard Landry

Verchères — Après quatre ans de fréquentations, l'ancien premier ministre du Québec et chef du Parti québécois, Bernard Landry, et la scénariste, chanteuse et comédienne Chantal Renaud se sont mariés samedi après-midi, à Verchères. M. Landry, qui est âgé de 67 ans, est veuf depuis cinq ans, tandis que Mme Renaud est divorcée. La cérémonie a eu lieu au Manoir ancestral de Verchères. L'auteur-compositeur-interprète Gilles Vigneault a chanté durant la cérémonie, à la demande de M. Landry. Une centaine de personnes ont été invitées au mariage et à la réception qui a suivi à la résidence de M. Landry. Le 2 juillet, le couple partira en voyage de noces pour un mois, en Europe. — PC

## Suroît: un Avis qui presse

La coalition Québec-vert-Kyoto a réclamé vendredi du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, Pierre Corbeil, qu'il rende public dès sa réception l'Avis que doit lui remettre la Régie de l'énergie sur le projet de centrale thermique du Suroît et des moyens de le remplacer. La Régie doit remettre son rapport au plus tard le 30 juin. Mais dans une lettre ouverte hier, la coalition laisse entendre que le ministre au-

rait pu avoir reçu cet avis plus tôt: «Peut-être avez-vous déjà eu leur Avis, lit-on dans le communiqué, sans que les citoyens du Québec ne le sachent, car vous pouvez vous payer le luxe de nous le révéler à votre guise, mais, comme vous devez vous en douter, cette Avis est attendu avec impatience par beaucoup de gens.» Québec a évoqué la possibilité de tenir une commission parlementaire sur l'Avis de la Régie dans la deuxième semaine de juillet, tellement Hydro-Québec a hâte de commencer les travaux. — Le Devoir

## Lien ferroviaire menacé

Le seul lien ferroviaire entre Montréal et New York serait menacé de disparition. La Presse rapportait hier que, si la société américaine Amtrak ne s'entendait pas avec l'État de New York d'ici à mercredi, l'Adirondack, ce train reliant les deux villes depuis plus de 25 ans, cesserait ses activités. En 1978, Amtrak a signé une entente, reconduite à maintes reprises, avec l'État de New York, qui s'est engagé à couvrir une partie des frais d'exploitation du service. Or, depuis septembre dernier, il n'y a pas d'accord. L'État doit maintenant plus de 4,4 millions à la société ferroviaire, une somme qui pourrait dépasser les six millions si rien n'est fait d'ici la fin de l'année fiscale, le 30 septembre. — PC

## L'Ouest aura enfin son mot à dire à Ottawa, promet Stephen Harper

MANON CORNELLIER

Edmonton — L'Ouest aura enfin son mot à dire à Ottawa après le 28 juin. Pour une région qui dit souffrir d'un sentiment d'aliénation par rapport à Ottawa, cette promesse nourrit tous les espoirs et le chef conservateur Stephen Harper n'a pas hésité à s'en servir pour fouetter ses troupes des provinces de l'Ouest.

«Nous allons changer le système. Nous allons améliorer les choses. Nous allons nettoyer le gâchis et nous allons faire en sorte que cette région du pays [l'Ouest] accède au pouvoir à Ottawa», a lancé le chef conservateur hier, lors d'un bref arrêt de sa caravane dans un stationnement où des partisans l'attendaient. Le convoi de six autobus devait s'arrêter ainsi plus d'une demi-douzaine de fois entre Edmonton et Calgary, ville que M. Harper représente aux Communes et où il passera la soirée électorale.

«Depuis plus d'une décennie, l'Ouest, l'Alberta en particulier, demande du changement. C'est ici que cela a démarré, et je suis ici pour vous dire que le changement s'en vient», avait-il lancé un peu plus tôt devant quelque 800 partisans de la région d'Edmonton. Un message qu'il avait répété, les deux jours précédents, au Manitoba, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, et chaque fois devant des assemblées généralement très enthousiastes et imposantes.

Stephen Harper était chez lui et cela paraissait. Son aisance, ses sourires plus nombreux, son ton plus vigoureux tranchaient avec la réserve qui a marqué sa dernière tournée ontarienne, en début de semaine. L'Ouest étant un terrain largement conquis, le chef conservateur n'avait pas à briser un mur de méfiance et de scepticisme. Il a dû par contre se froter à des manifestants qui l'attendaient à plusieurs événements.

M. Harper ne voulait toutefois pas que ses partisans de l'Ouest tiennent la victoire pour acquise,



surtout que chaque vote et chaque siège compteront à l'issue de cette course très serrée. «De plus en plus de gens comptent sur nous et moi, comptent sur vous pour travailler fort jusqu'à lundi. [aujourd'hui] Vous pouvez donner au nouveau Parti conservateur, pour lequel vous avez tant fait, tous les sièges en Alberta», a-t-il affirmé, enjoignant à chaque occasion à ses supporters de rester unis. En échange, il leur a promis qu'ils pourraient compter sur lui.

Le chef conservateur a aussi invité chaque région à se joindre à son mouvement, conviant tout particulièrement les Québécois à «rejeter la corruption» tout en évitant «l'isolement».

## Une solution de rechange

Stephen Harper saura ce soir s'il a gagné son pari. Chose certaine, et il le répète lui-même, il a offert, pour la première fois depuis plus d'une décennie, une solution de rechange conservatrice crédible aux libéraux. Il a même réussi à mettre son parti dans la course pour le pouvoir.

Une majorité par contre est hors de sa portée, il l'a reconnu à mots couverts samedi. Une des raisons semble être son incapacité à rallier tous les anciens alliés et progressistes-conservateurs derrière lui. Il a d'ailleurs indirectement admis avoir fait le plein de ces votes en se tournant samedi vers les libéraux conservateurs. Il les a invités à voter pour le PC afin de stopper une éventuelle alliance PLC-NPD.

Les chiffres montrent que M. Harper n'a pu unir la totalité de la droite. Alors que les appuis combinés des conservateurs et des allian-



Le chef conservateur Stephen Harper a été accueilli par ses enfants Rachel et Ben, hier, à son arrivée à l'aéroport d'Edmonton.

SHAUN BEST REUTERS

cistes totalisaient 37,7 % des voix à l'échelle du pays, en 2000, le nouveau PC ne récoltait que 31,8 % des intentions de vote dans le dernier sondage Ekos publié samedi. Les conservateurs sont pratiquement à égalité avec les libéraux (32,6 %), mais les pertes subies par ces derniers depuis 2000 ont d'abord profité au Bloc québécois et au NPD.

Étonnamment, la situation est similaire dans l'Ouest, bastion du PC. En 2000, conservateurs et alliés avaient récolté, réunis, 56,7 % des votes en Colombie-Britannique et 72 % des voix en Alberta. A elle seule, l'Alliance avait obtenu dans chacune de ces provinces 49,4 % et

58,9 % des voix. Selon Ekos, le PC obtiendrait maintenant la faveur de 34 % des électeurs en Colombie-Britannique et de 58 % d'entre eux en Alberta.

L'ancien chef du PPC, Joe Clark, a une fois de plus démontré que la greffe n'avait pas entièrement pris entre les deux partis à l'origine du nouveau PC. Il a donné son appui, en fin de semaine, à la vice-première ministre libérale Anne McLellan qui est en danger à Edmonton. Il avait fait la même chose pour deux députés conservateurs devenus libéraux, John Herron et Scott Brison.

Le Devoir

## Layton prédit un nombre record de sièges pour le NPD

LES PERREAUX

Saskatoon — Jack Layton a affirmé hier qu'il ne mesurerait pas son succès électoral d'après le nombre de circonscriptions remportées.

«Jusqu'à un certain point, j'estime que j'ai déjà réussi, en ce que nous avons beaucoup plus de gens qui nous appuient qu'aux dernières élections, a déclaré le chef du Nouveau Parti démocratique, hier, alors qu'il se dirigeait vers Toronto pour la dernière étape de sa campagne. Comment cela va se traduire en nombre de votes, combien de personnes se joindront à nous dans les dernières heures, c'est la question.»

M. Layton prédit que sa formation remportera plus que les 43 sièges — un record — que le NPD avait gagnés au scrutin de 1988.

«Ce serait un résultat remarquable et emballant, a-t-il dit. Nous sommes partis d'une position qui n'était pas tellement solide au scrutin précédent, c'est clair. Mais j'ai bon espoir de dépasser cet objectif et, si nous y arri-

rons, nous aurons une énorme influence sur le prochain Parlement.»

À l'ouverture de la campagne électorale, le parti comptait 14 sièges. Les sondages ont régulièrement situé l'appui au NPD entre 16 et 20 % — une nette amélioration par rapport aux 8,5 % des votes recueillis en 2000. En 1988, le parti, qui était dirigé par Ed Broadbent, avait obtenu 20,4 % des suffrages.

Au cours des deux dernières semaines de campagne, M. Layton a modifié son discours, cessant de parler de victoire pour demander plutôt aux électeurs de lui confier un «rôle central» dans un Parlement susceptible d'être dirigé par un gouvernement minoritaire. Mais les sondages montrent que le parti de M. Layton pourrait être écarté de la «balance du pouvoir» dans un Parlement minoritaire, parce que le Bloc québécois occupera vraisemblablement la troisième place, entre les conservateurs et les libéraux.

Presse canadienne

## Un sénateur conservateur dénonce Harper

Ottawa — À moins de 24 heures du scrutin fédéral, une éminence grise de l'ancien Parti progressiste-conservateur a tenu des propos à l'endroit du chef du nouveau PCC Stephen Harper qui ont eu l'effet d'un coup de poignard dans le dos. Selon le sénateur Lowell Murray, les nouveaux conservateurs ont purgé leurs rangs de tous les éléments progressistes afin de créer un mouvement de droite «répréhensible». Les anciens Tories exerçaient, eux, une «influence centriste modérée dans la politique canadienne», a-t-il ajouté.

Presse canadienne

## ÉLECTIONS : TOUS LES RÉSULTATS

► demain matin 8h

Émission spéciale animée par Raymond Archambault : tous les résultats et les analyses de nos journalistes.

Coordination et secrétaire de rédaction : Claude Fortin

ÉLECTIONS 2004

95.1 FM  
Première Chaîne  
Radio-Canada

www.radio-canada.ca/elections

# ÉLECTIONS 2004

## Une fin de campagne sans tracas pour Gilles Duceppe



Chantal Hébert

### Un gouvernement à l'essai

Selon toute vraisemblance, la prochaine campagne électorale fédérale commence ce soir. Le vote d'aujourd'hui lui servira de coup d'envoi. Ni Paul Martin ni Stephen Harper n'avaient réussi, au terme de la dernière ligne droite de la campagne, à faire un plein de votes suffisant pour tenir la route d'un mandat normal. A moins d'un revirement inattendu dans l'urne, le Canada file tout droit vers son premier gouvernement minoritaire en 25 ans. Entre ce soir et un match de revanche qui pourrait survenir plus tôt que tard, leurs deux partis vont s'employer à mettre en place les conditions gagnantes d'un résultat plus concluant.

S'il y a une réalité qui s'est imposée sur le terrain pendant la campagne, c'est la volonté d'un nombre imposant d'électeurs de ne pas rallier l'un ou l'autre des deux principaux camps avant d'avoir eu la chance de mettre Stephen Harper et/ou Paul Martin à l'essai. Le premier était largement inconnu de l'électorat en début de campagne; les cent premiers jours du second comme premier ministre avaient laissé bien des gens sur leur appétit.

Le Bloc québécois, dont l'avance ne s'est pas démentie depuis le déclenchement des élections, et le NPD, qui espère au moins doubler son score de 2000, s'attendent à être les principaux bénéficiaires de cette tendance.

Si les résultats sont serrés ce soir, on pourrait même avoir l'occasion de voir les deux principaux chefs à l'œuvre au pouvoir avant de retourner aux urnes. C'est ce qui s'était produit dans des circonstances similaires en Ontario en 1985. À l'époque, seulement quatre sièges séparaient le score du gouvernement conservateur sortant de l'opposition libérale (52/48). Le NPD avait remporté 25 sièges.

Le premier ministre sortant Frank Miller avait le premier tenté sa chance au pouvoir, seulement pour être défait à la première occasion d'une motion de censure contre son gouvernement. Quelques semaines plus tard, c'était au tour du libéral David Peterson de prendre la barre sur la foi d'une entente avec le NPD destinée à encadrer l'action de son gouvernement. Le tout avait duré un peu plus de deux ans.

Il se trouve ces jours-ci dans l'entourage des Martin et Harper des stratèges pour se demander si le beau rôle dans un Parlement divisé ne serait pas celui de chef de l'opposition officielle plutôt que de premier ministre.

Les libéraux, par exemple, n'auraient-ils pas avantage à laisser un Stephen Harper sans expérience, à peu près dénué d'appuis au Québec et sans allié naturel sur les banquettes de l'opposition, se casser rapidement et irrémédiablement la figure, comme Joe Clark en 1979?

À l'inverse, M. Harper pourrait-il avoir davantage à gagner en refusant de gouverner par principe, pour ne pas avoir à pactiser avec le Bloc québécois? Un gouvernement libéral fragile, piloté par un parti plus déchu que jamais par la contre-performance de Paul Martin, ne serait-il pas le meilleur garant d'une victoire conservatrice à la première occasion électorale?

Sauf que la voie d'un gouvernement minoritaire n'est pas exclusivement semée d'embûches. Elle comporte également son lot de belles occasions.

Si Paul Martin se retrouvait à la tête d'un tel gouvernement, il aurait une autre chance de faire preuve de leadership qui a tant semblé lui faire défaut pendant ses six premiers mois à la barre. Un gouvernement libéral forcé de composer avec le Bloc québécois et le NPD pour survivre aurait un devoir d'activisme social. Gardé à vue par l'opposition majoritaire, M. Martin aurait les coudées plus franches pour sortir son parti de l'assiette au beurre. Délivré de son aile conservatrice par le vote d'aujourd'hui, il pourrait afficher ses couleurs libérales ailleurs que dans ses seuls discours. Et à la tête d'un gouvernement minoritaire, le chef libéral serait sans doute à l'abri des tentatives immédiates de putsch.

À l'inverse, Stephen Harper, qui tente de recentrer son parti depuis la fusion entre l'Alliance et le PC, n'aurait d'autre choix que d'accélérer la cadence. Pour survivre, un gouvernement minoritaire conservateur devrait forcément faire dans la modération. Pour M. Harper, ce serait l'occasion de tasser les purs et durs qui lui ont causé tant d'embarras pendant la campagne. Son ouverture à l'égard d'un nouveau fédéralisme fiscal serait susceptible de lui permettre de faire sa marque rapidement sur le plan des relations fédérales-provinciales. Personne n'oserait faire obstacle à ses projets d'assainir les mœurs du gouvernement et de rendre son fonctionnement plus transparent.

L'exercice du pouvoir en de telles circonstances permettrait à Stephen Harper d'arrondir les coins du programme conservateur sur lesquels sa campagne s'est accrochée à tant de reprises ces dernières semaines, à temps pour le prochain match électoral.

Aussi bien Stephen Harper que Paul Martin seraient-ils forcés de faire leurs devoirs pour accoucher d'une politique digne de ce nom à l'endroit du Québec, sous peine d'être condamnés à des scores minoritaires à répétition.

Dans le passé, les premiers ministres qui ont réussi à faire fonctionner un gouvernement minoritaire pendant un certain temps ont eu tendance à être reconduits au pouvoir aux élections suivantes, souvent avec une majorité.

John F. Diefenbaker en 1957, Pierre Trudeau en 1974, William Davis et David Peterson en Ontario en 1981 et en 1986, Lorne Calvert en Saskatchewan il y a seulement quelques mois, ont tous transformé un résultat minoritaire en majorité gouvernementale.

Les lendemains de gouvernements minoritaires sont généralement beaucoup moins ensoleillés pour les tiers partis qui font presque toujours les frais du retour du balancier de l'électorat aux élections suivantes.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

ALEC CASTONGUAY

La campagne du chef bloquiste s'est terminée hier sur un air de jazz qu'il a dû savourer. La centaine de militants qui s'étaient entassés dans son local électoral, à Montréal, pouvaient apprécier la musique joyeuse et dansante d'un groupe venu jouer quelques mesures pour féliciter Gilles Duceppe de sa belle campagne électorale. Quelques heures avant, il avait passé une dernière journée sur le terrain plutôt calme et sans tracas.

Le point de presse du matin a eu lieu dans une marina de Longueuil sous les grandes bourrasques qui descendent le fleuve, afin de rappeler que les vents ont toujours été favorables au Bloc durant cette campagne. Gilles Duceppe a enjoint à ses troupes de travailler jusqu'à la dernière minute pour «faire sortir le vote», la grande crainte du parti souverainiste. «Il faut faire un petit effort de plus, ça peut faire la différence, a-t-il dit. On a encore du travail à faire, j'ai besoin de votre aide. Il faut gagner les comités où la lutte est serrée. Demain, faites en sorte que ce pourquoi on a travaillé se concrétise.»

Selon lui, les gens ont suivi la campagne et sont désireux d'aller voter aujourd'hui. «Le vote par anticipation a été beaucoup plus fort cette année; c'est un indicatif de la volonté des gens, a-t-il affirmé. Je pense qu'on aura un bon taux de participation, car la campagne a été serrée et emballante. Les débats ont été plus corsés que prévu. Il y a un an, tout le monde prédisait une campagne facile pour les libéraux, et ça n'a pas été le cas.»

Gilles Duceppe estime que «les libéraux ont fait leur propre malchance» en dirigeant le pays comme ils l'ont fait durant les dernières années. Il a également fustigé Stephen Harper et Paul Martin qui ont tous les deux affirmé qu'ils passeraient par-dessus la tête du Bloc pour



PASCAL RATTHE LE DEVOIR

Le chef bloquiste a fait campagne hier à Brossard et à Saint-Lambert, sur la Rive-Sud, avant de retourner dans sa circonscription de Laurier.

parler directement avec le gouvernement du Québec advenant une victoire éclatante du parti souverainiste. «Ce

n'est pas très respectueux de la démocratie ça, a-t-il lancé. Je pense qu'ils sont prêts à dire n'importe quoi pour gagner des votes

dans l'Ouest, mais la réalité va les rattraper lundi soir [ce soir].»

Sur la Rive-Sud

En fin de matinée, Gilles Duceppe a brunché avec des militants de Saint-Lambert, sur la Rive-Sud, leur demandant de faire sortir le vote en faveur du candidat bloquiste, l'acteur Maka Kotto. Ce dernier, à l'image de plusieurs de ses collègues, pourrait emporter une circonscription généralement acquise aux libéraux. Dans l'entourage du chef bloquiste, on parle d'une possibilité de 50 à 55 circonscriptions ce soir, ce qui implique des victoires dans toutes les circonscriptions serrées du Québec.

Maka Kotto, qui a reçu l'appui hier de plusieurs de ses amis acteurs et chanteurs, dont Sylvie Lemay, Nathalie Gascon et Luck Mervil, a affirmé que «le temps de la volonté, du choix et de la sanction était venu». Pour Luck Mervil, il ne fait aucun doute que le combat pour la souveraineté ne peut que continuer, peu importe les résultats du Bloc. «C'est sûr qu'une bonne performance du Bloc montre que c'est possible, a-t-il dit aux journalistes. Tant qu'il y aura des francophones et des gens de partout qui arriveront au Québec en comprenant qu'il y a un peuple bien distinct ici, c'est juste une question de temps avant la souveraineté, c'est inévitable. Il va y avoir un autre référendum.»

Gilles Duceppe a terminé son marathon électoral vers 15h dans sa circonscription de Laurier, remerciant chaleureusement ses bénévoles pour le travail accompli durant son absence. Sous une musique entraînante, les militants débordaient d'enthousiasme à quelques heures d'avoir le verdict de la population. Jusqu'au jour J, Gilles Duceppe n'aura fait aucune fausse note.

Le Devoir

### Dernier blitz électoral

## Martin promet aux Québécois un gouvernement «intègre»

SYLVAIN LAROCQUE

Halifax — Conscient du fait que les Québécois demeurent profondément choqués par le scandale des commandites à la veille d'une élection où il risque de perdre le pouvoir, Paul Martin leur a fait une dernière promesse, hier.

«Depuis mon entrée en politique, j'ai toujours tenu mes promesses; je dis ce que je fais et je fais ce que je dis», a déclaré le chef libéral devant quelques centaines de militants réunis dans un bureau de campagne de Halifax, en Nouvelle-Écosse. Il s'adressait directement aux Québécois.

«Je ne changerai pas. Je m'engage à vous donner un gouvernement intègre et honnête. Je m'engage à vous donner un gouvernement dans lequel le Québec aura une voix forte. [...] Un gouvernement qui non seulement défendra vos intérêts à Ottawa, mais qui en fera la promotion. Je m'engage à vous donner un gouvernement dont les priorités seront le miroir de vos valeurs.»

M. Martin a soutenu que les Québécois avaient les mêmes priorités que les autres Canadiens: la santé, la revitalisation des villes, l'équilibre budgétaire et le maintien du bilinguisme officiel. Il a prétendu qu'aucun autre parti fédéral que le sien ne pouvait adéquatement répondre aux besoins du Québec.

«Ce gouvernement [libéral], vous vous y reconnaissez; il sera le vôtre», a-t-il juré. Le chef libéral n'a pas fait mention de la promesse des libéraux en 1993 d'éliminer la taxe sur les produits et services (TPS), qu'ils n'ont jamais tenue.

«Ils ont eu 10 ans pour faire ça, il a eu quelques mois pour faire ça, M. Martin [offrir un gouvernement intègre]», a rétorqué le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, lors d'un point de presse à Longueuil. «Il aurait pu le faire durant ce temps-là. Non, je crois que c'est un cri de désespoir comme il lance un peu partout.»

### D'un océan à l'autre

Inspiré par des sondages qui laissent entrevoir la possibilité que les libéraux se maintiennent au pouvoir dans un gouvernement minoritaire, Paul Martin n'a rien voulu laisser au hasard hier, dernière journée de la campagne. Après la Nouvelle-Écosse, il devait s'envoler pour Gatineau, Toronto, Winnipeg, Vancouver, pour finalement re-

venir à Montréal aux petites heures du matin, aujourd'hui.

Une traversée du Canada aller-retour en 24 heures dans un seul but: grappiller tous les votes possibles dans ce qui constitue la course électorale la plus serrée depuis au moins 30 ans. Les stratèges libéraux pensent qu'en multipliant les apparitions de leur chef, ils réussiront à remporter la poignée de sièges qui leur permettront d'empêcher les conservateurs de Stephen Harper de prendre le pouvoir.

Les plus récents sondages montrent que libéraux et conservateurs sont coude à coude, de sorte qu'il est impossible de prédire de quelle couleur sera le prochain gouvernement. Tous s'attendent toutefois à ce qu'il soit minoritaire.

La stratégie des libéraux est simple: maintenir leur avance dans les Maritimes, puis sauver le plus de sièges possible dans les autres provinces. Au Québec, le parti au pouvoir tente de courtiser les fédéralistes qui songent à voter Bloc, tandis qu'au Canada anglais, ce sont les néo-démocrates qu'on essaie de séduire.

Hier, M. Martin a ajouté les sympathisants du Parti vert dans sa mire. La formation récolte entre 5 et 7 % des appuis, d'après les enquêtes d'opinion.

Le chef du NPD, Jack Layton, s'est indigné de cette tactique des libéraux, qu'il accuse de ne pas avoir tenu leurs promesses et d'être aussi à droite que les conservateurs. À cet égard, le chef libéral a refusé, en point de presse, de s'engager à ne pas entraîner le Canada dans le projet américain de bouclier antimissile, une des principales revendications du NPD.

Pour attaquer le Bloc québécois, Paul Martin ne cesse de répéter qu'un vote pour le parti de Gilles Duceppe accélérera le processus référendaire. Comme le message ne semble pas passer, M. Martin a encore une fois haussé le ton, hier.

Il a comparé la campagne bloquiste à un bal masqué dont les deux principaux invités seraient M. Duceppe et le chef du Parti québécois, Bernard Landry.

«Les masques sont tombés, a-t-il clamé. Maintenant, pour eux, l'enjeu réel, c'est la séparation. Bernard Landry et Gilles Duceppe utiliseront votre vote pour mener à terme leur projet sortir le Québec du Canada.»

Presse canadienne

## Le vote par Internet au Canada n'est pas pour demain

Ottawa — Le vote par Internet aux élections fédérales canadiennes n'est pas pour demain, même si plusieurs le suggèrent pour augmenter le taux de participation. Le directeur général des élections au Canada, Jean-Pierre Kingsley, estime que le vote en ligne n'est pas suffisamment sûr pour l'implanter au pays.

Il souligne qu'une étude effectuée par des experts en informatique aux États-Unis

a conclu que le vote par Internet n'était pas souhaitable à court terme. On ne peut encore avoir la certitude que tout accès «étranger» dans les logiciels de votation pourrait être empêché. Jean-Pierre Kingsley croit néanmoins que la technologie s'améliorera et permettra à terme de voter par Internet en toute sécurité.

Presse canadienne

**Jeanne d'Arc ALLAIRE**  
**Jeanne d'Arc MERCIER**  
Congrégation de Notre-Dame

Coudre aujourd'hui et demain

Le manuel de l'École supérieure des Arts et Métiers.

En vente dans toutes les librairies

LIDEC inc.  
(514) 843-5991

**Destinations**

L'ESSENCE À NOS FRAIS!

**l'Estérel**  
Centre de villégiature et congrès  
Resort and Convention Centre

Cet été, on vous offre le plein d'essence pour venir faire un plein d'énergie!

Nouveaux forfaits à partir de **94\$**  
p.p.p. occ. d'bl (2 repas)

- Golf 18 trous sur le site
- Plage, terrain de jeux & tennis
- Club nautique (\$) • Spa (\$)
- Piscine intérieure, bain turc et saunas
- Cuisine traditionnelle & flambées
- NOUVEAU : Équitation

1 888 ESTEREL.COM  
(514) 843-5991

Vous recherchez un forfait golf pour vos vacances sans avoir à voyager des centaines de kilomètres?

Séjour de 2 nuits, 3 parties de golf avec voiturettes  
lundi au vendredi  
2 soupers et 2 déjeuner  
occ double ou quadruple

\$247.78 par pers.

**OWL'S HEAD**

Golf Owl's Head, 181 chemin Owl's Head  
Réservations: 1-800-363-3342  
www.owlshhead.com info@owlshhead.com

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez  
Jean de Billy au 514-985-3456 ::::::: jdebilly@ledevoir.com

## • LES ACTUALITÉS •

## L'HISTOIRE EN VACANCES

# À la rencontre des villégiateurs de Sainte-Pétronille

Tous les lundis de cet été, *Le Devoir* vous emmène visiter un lieu de villégiature qui porte l'empreinte de l'histoire. Sainte-Pétronille, Les Éboulements, la Côte de Beauport, La Prairie, la baie des Ormes... autant de sites au nom aussi enchanteur qu'évocateur d'une époque où la campagne occupait la place prépondérante dans la vie des habitants de ce pays.

Cette série a été préparée par la Société des Dix, une académie d'histoire fondée en 1935 qui regroupe dix chercheurs en histoire du Québec et de l'Amérique française. Leurs spécialités vont de l'archéologie à l'histoire littéraire, en passant par la politique, la sociologie, l'ethnologie et la musique. Fraternisant lors de repas de l'amitié et s'entraînant dans leurs travaux, ils publient depuis 1936 *Les Cahiers des Dix*. On peut s'abonner en s'adressant aux éditions La Liberté à Québec: <http://www.librairiealiberte.com/>. Le site des Dix est le suivant: <http://www.unites.uqam.ca/Dix/>

GILLES GALLICHAN

Dans sa trilogie désormais célèbre, Marie Laberge a imaginé pour nous la belle figure de Gabrielle qui goûtait, entourée des siens, des moments de bonheur à Sainte-Pétronille de l'île d'Orléans, au matin encore tranquille d'un commencement de monde. La romancière nous parle aussi des saisons douces de la pointe ouest qui forme une avancée vers Québec, donnant à l'île d'Orléans l'allure d'un navire immense entrant au port. Tous les pilotes et marins du Saint-Laurent savent que le petit phare du quai, le «feu du bout de l'île», annonce l'arrivée dans la rade de Québec ou bien, en direction de la mer, l'ouverture vers l'estuaire et le grand large. Sainte-Pétronille est un lieu chargé d'histoire, mais aussi une destination où plusieurs générations de vacanciers québécois



Le quai de Sainte-Pétronille et l'ancien hôtel Château Bel-Air aujourd'hui Auberge La Goéliche, photographiés en 1904 (Archives nationales du Québec, fonds Würtele).

sont venues chercher, comme les personnages de Marie Laberge, le goût du bonheur.

Fondé en 1870, le village de Sainte-Pétronille est le plus jeune de l'île d'Orléans, qui est connue des deux côtés de l'Atlantique et visitée chaque année par des milliers de touristes. Lieu fondateur pour de très nombreuses familles du Québec et de partout en Amérique, l'île a conservé une âme chargée de symboles qui fut nourrie au souffle du talent de nombreux écrivains dont Pierre-Georges Roy, Camille Pouliot, Michel Lessard et Marie Laberge, sans oublier Félix Leclerc dont la mémoire est si intimement identifiée à ce coin de terre. Avec la construction du pont en 1935, l'île, devenue plus accessible, a révélé une partie de ses charmes aux excursionnistes et s'est laissé davantage apprivoiser par les nombreux estivants.

Si le village de Sainte-Pétronille est relativement jeune, l'occupation du lieu remonte toutefois aux débuts de la Nouvelle-France. Le jésuite Chaumonot y établit, en 1651, les Hurons pourchassés par leurs ennemis iroquois. Ils s'installent vraisemblablement près de l'endroit où se trouvent aujourd'hui le quai et l'auberge La Goéliche. L'année suivante, Eléonore de Grandmaison, vivant en cet agréable endroit depuis quelques années déjà, y épouse Jacques Gourdeau de Beaulieu qui donne son nom prédestiné au fief du Bout de l'île. Certains de leurs descendants habitent toujours le village, enracinés à un temps sans âge et rythmé par les marées. Pendant deux siècles, le territoire a été partagé entre les paroisses de Saint-Pierre, au nord, et de Saint-Laurent pour sa partie sud. On y a peu cultivé, car la terre y est moins riche que dans les autres secteurs de l'île. Le site dominant sur le havre de Québec est ce-

pendant remarquable. En 1759, le général Wolfe comprend l'avantage stratégique du fief de Beaulieu et y établit au lieu-dit «Mont-des-Roses» l'un de ses quartiers militaires pour mener le siège de Québec et surveiller la région.

Après la Conquête, le lieu pacifié exerce toujours son charme discret. Devenu évêque de Québec en 1784, M<sup>gr</sup> Mariaucheau d'Esgly conserve la cure de Saint-Pierre de l'île et revient souvent rendre visite aux ouailles qui habitent le haut de sa paroisse. Le peintre William Berczy visite la pointe en 1809 et note l'hospitalité des habitants. Plusieurs officiers britanniques amateurs de dessins ou d'aquarelles s'en inspirent pour croquer une perspective vers Montmorency, sa grande chute et son horizon de montagnes. Vers 1820, le Bout de l'île s'anime pendant quelques années. On y ouvre un chantier maritime où l'on construit deux importants navires: le Columbus et le Baron Renfrew.

### Vocation récréative

À partir du milieu des années 1850, avec la construction d'un quai et, bientôt, une circulation régulière de bateaux à vapeur entre Québec et l'île, la vocation récréative de la pointe Beaulieu se confirme. On verra alors aux côtés des insulaires «nés natis» s'installer une riche bourgeoisie locale. Entre les maisons de pilotes, de chaloupiers, d'artisans et d'hommes de métiers, de belles résidences sont érigées dans des boisés de chênes et d'érables. Une élite bien nantie d'avocats, de juges, de médecins, d'architectes et d'armateurs s'y retourne chaque été, faisant passer la population de quelques centaines à quelques milliers d'habitants.

Les anglophones sont suffisamment nombreux pour y construire en 1867 une charmante et discrète chapelle anglicane (à l'arrière du



Résidence d'été de Raoul Dandurand et de Joséphine Marchand, au 216, chemin du Bout-de-l'île, photographiée en 1902 (Archives nationales du Québec, fonds Würtele).

194, Chemin du Bout-de-l'île) et pour y aménager l'année suivante un des plus anciens terrains de golf toujours en usage en Amérique. Pour les touristes qui arrivent toujours plus nombreux, un hôtel élégant est construit sur l'emprise même du quai, offrant au gré des marées une vue remarquable sur le Saint-Laurent. Cet établissement, lieu de séjour encore fort apprécié, a porté successivement les noms de Château Bel-Air, Manoir de l'Anse et Auberge La Goéliche.

La paroisse catholique est fondée sous la dédicace de sainte Pétronille qui, selon la légende chrétienne, était fille de saint Pierre et fut reconnue comme patronne des rois de France depuis l'époque de Charlemagne. L'église paroissiale fut construite en 1871. Plusieurs pèlerins, en route vers Sainte-Anne-de-Beaupré, aimaient faire escale à Sainte-Pétronille. Cela incita l'abbé C.-H. Paquet, deuxième curé de la paroisse, à aménager dans son église un oratoire qu'il dédia à sainte Philomène, une sainte

apocryphe et mythique, néanmoins fort populaire au XIX<sup>e</sup> siècle. L'église de Sainte-Pétronille attire maintenant moins de pèlerins, mais, pendant la belle saison, les mélomanes de partout se pressent aux concerts de musique de chambre qu'on y donne chaque été depuis vingt ans.

### Résidents éminents

Certaines personnalités qui ont marqué l'histoire du Québec ont passé des étés à Sainte-Pétronille. Parmi les plus illustres figurent Raoul Dandurand (1861-1942), homme politique et grand diplomate canadien, et son épouse Joséphine Marchand (1861-1925), journaliste et femme de lettres. Ils habitaient au 216, chemin du Bout-de-l'île, une superbe villa mansardée transformée aujourd'hui en gîte du passant. Le célèbre Horatio Walker, peintre de la vie rurale, avait établi sa maison et son atelier dans la rue qui porte aujourd'hui son nom. Un autre peintre québécois, Marius Dubois, s'est aussi laissé charmer par ce coin de l'île d'Orléans et y a installé son atelier. Lucille Laflamme-Côté, une autre artiste du cru, puise couleurs et inspiration dans les paysages orléanais.

À la villa de retraite spirituelle Notre-Dame-d'Orléans, au 253, chemin du Bout-de-l'île, on peut admirer sur son promontoire l'ancien domaine de l'armateur Porteous avec ses jardins en terrasses à l'italienne. Il y a un siècle, une cohorte de jardiniers s'affairaient à longueur d'année à entretenir la splendeur horticole du domaine.

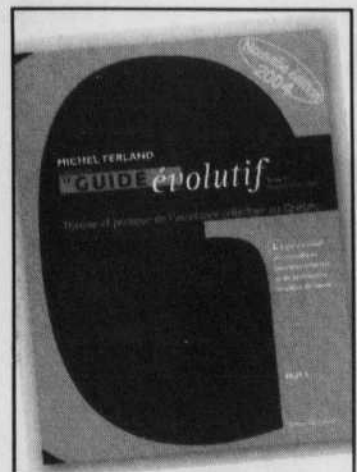
D'autres résidents éminents ont marqué de leur passage la petite histoire de Sainte-Pétronille. Charles Langelier (1850-1920), ministre influent dans le gouvernement d'Honoré Mercier, et Cyrille Fraser Delage (1869-1957), président de l'Assemblée législative puis surintendant de l'Instruction publique, habitaient deux très belles maisons de la rue Gagnon, non loin du quai. Antonin Galleault (1879-1971), également président de l'Assemblée, puis ministre dans les gouvernements de Lomer Gouin et d'Alexandre

Taschereau, et juge à la Cour du banc du roi, était aussi un citoyen respecté du village, comme d'ailleurs le juge et écrivain Ferdinand Roy (1873-1948), résident de la rue du Quai et père du futur cardinal archevêque de Québec, Maurice Roy. Au début des années 1940, le jeune René Lévesque a souvent séjourné à Sainte-Pétronille chez son beau-père Albert Pelletier, et le ténor Raoul Jobin a aussi passé quelques étés au Bout de l'île. Quelques-uns se souviendront aussi que le chanteur populaire René Simard et sa famille ont habité plusieurs années dans le village.

Les maisons anciennes, les boutiques, les sentiers et les promenades qui longent le fleuve rappellent le charme particulier de Sainte-Pétronille. On y marche dans les pas de plusieurs visiteurs illustres qui sont passés par là depuis plus de deux siècles.

Aujourd'hui encore, des artistes, des écrivains, des comédiens, des journalistes, des juges, des hommes politiques, des professeurs ont élu domicile dans ce petit village, au milieu des familles qui lui ont donné une vie et une âme depuis plus de 350 ans: les Blais, Châtigny, Laflamme, Paquet, Rousseau, Plante, Emond, Leclerc et bien d'autres. Au gré d'une promenade dans un crépuscule d'été, on peut encore y croiser les villégiateurs d'hier et les habitants de toujours. Le visiteur de 2004, pour peu qu'il sache être attentif à la beauté des êtres et des choses, trouvera à Sainte-Pétronille une part oubliée de lui-même, souvent la meilleure. Il renouera avec ses racines qui ont fait germer en ce lieu l'héritage des deux mondes. Et, face au berceau de ce pays, debout sur l'étrave d'une île pleine de souvenirs et de doux mystères, il sentira dans ses veines battre la fière tendresse du «grand-père au regard bleu» qui veille toujours.

◆ ◆ ◆  
Pour en savoir plus: Daniel B. Guilot, *Un coin de notre île, Sainte-Pétronille, Sainte-Pétronille, 1984*, 38 pages



## Théorie et pratique de l'assurance collective au Québec

NOUVELLE ÉDITION 2004

Ce manuel s'adresse aux conseillers en assurance collective et aux gestionnaires en milieu de travail.

Cette nouvelle édition 2004 demeure le manuel de référence couramment utilisé par le **Regroupement des consultants en avantages sociaux du Québec (RCASQ)** dans le cadre de son programme de formation.

Ce manuel contient la **Mise à niveau détaillée 2004** sur les régimes publics d'assurance collective au Québec. On y retrouve la description de tous les régimes pertinents en 2004, les plus récentes statistiques d'utilisation et les nouveautés de l'heure.

Cette nouvelle édition 2004 est le fruit d'une révision de l'ensemble de la matière traitée par la **Collection Le Guide évolutif** à ce jour et dont la direction linguistique a été confiée à M. Yvon Delisle, corévisseur du **Multidictionnaire de la langue française**.

Prix régulier : 49 \$

Prix Le Devoir : 45 \$

Publié en juin 2004

450 pages

ISBN 2-9806920-4-2

TPS, frais postaux et de manutention en sus.

Commande téléphonique :

1-888-683-2036

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		Tirage du 2004-06-25	
16	22 29 31 33 34 46	7/7	1
Complémentaire:	(11)	6/7+	1
Ventes totales:	12 901 660 \$	6/7	100
Prochain gros lot (appr.):	2 500 000 \$	5/7	4 759
		4/7	104 434
		3/7+	97 464
		3/7	871 575
		Participation gratuite	
649		Tirage du 2004-06-26	
01	07 08 10 18 36	6/6	0
Complémentaire:	(42)	5/6+	4
Ventes totales:	17 197 726 \$	5/6	226
Prochain gros lot (appr.):	10 000 000 \$	4/6	11 036
		3/6	185 279
		2/6+	102 915
		5,00 \$	
		Participation gratuite	
649		Tirage du 2004-06-26	
04	05 13 34 40 48	6/6	0
Complémentaire:	(21)	5/6+	0
Ventes totales:	476 814,50 \$	5/6	12
		4/6	747
		3/6	15 437
		5,00 \$	
		Participation gratuite	
Extra		Tirage du 2004-06-25	
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
358453	100 000 \$	705435	100 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

20% à 50%

Solde d'été



1007, rue LAURIER ouest,  
Outremont  
Tél.: 274-2442

# LE MONDE



SAEED KHAN REUTERS

Cet Américain se tenait hier droit comme un «i» devant un monument érigé sur une fosse commune découverte l'an dernier à 160 kilomètres au sud de Bagdad.

## Saddam Hussein sera livré menotté aux Irakiens

Un marine américain menacé d'être décapité

L'ancien dictateur Saddam Hussein sera présenté menotté, enchaîné et gardé par quatre policiers, à un juge qui lui fera part du mandat d'arrêt lancé contre lui, a affirmé hier à CBS Mouaffak al-Roubaï, conseiller à la sécurité nationale irakienne.

«Deux membres de la police militaire américaine le remettront à quatre policiers irakiens qui l'enchaîneront et le conduiront dans une salle d'attente», a-t-il expliqué.

«Ils le conduiront ensuite dans une salle, menotté et enchaîné et le juge l'appellera par son nom "Saddam Hussein Majid". Ils lui retireront les chaînes et les menottes et le présenteront au magistrat, qui lui lira ses droits et émettra un mandat d'arrêt contre lui», a-t-il précisé.

«Les policiers le menotteront à nouveau et il sera sous le contrôle des policiers irakiens», a-t-il encore dit.

L'administrateur américain en Irak Paul Bremer a créé le 10 décembre 2003 un Tribunal spécial irakien, chargé de juger le président et les hauts dignitaires de l'ancien régime. Trois jours plus tard, Saddam Hussein était arrêté.

«Nous voulons montrer aux Irakiens que ce misérable est entre les mains et sous contrôle des Irakiens», a souligné M. Roubaï.

Le conseiller à la sécurité nationale a précisé qu'il aurait droit de choisir ses avocats qui «pourront être irakiens, arabes, musulmans ou venir du reste du monde».

Par ailleurs, al-Jazira a diffusé hier une cassette vidéo montrant,

selon la chaîne de télévision arabe, un marine américain d'origine pakistanaise retenu en otage en Irak. L'armée américaine n'a fait aucun commentaire dans l'immédiat. Une carte avec le nom du soldat et la mention marine en «service actif» peut être aperçue sur les images diffusées.

Selon al-Jazira, les ravisseurs se présentent comme appartenant au mouvement «Réponse Islamique», branche militaire des «Brigades de la Révolution de 1920», allusion au soulèvement contre les Britanniques dans la région après la Première Guerre mondiale.

Le groupe affirme avoir réussi à s'infiltrer dans un des camps américains, attirant la marine à l'extérieur avant de l'enlever. Le groupe réclame la libération de tous les Irakiens «dans les prisons d'occupation», faute de quoi l'otage sera exécuté. L'homme est brièvement montré: ses yeux sont bandés et il porte ce qui ressemble à un treillis des marines.

**Pas de soldats canadiens**

Le Canada pourrait par ailleurs participer à l'entraînement des forces de sécurité irakiennes, mais n'envisage toujours pas d'envoyer des soldats dans ce pays, a fait savoir hier le ministre canadien des Affaires étrangères Bill Graham. «On pourrait être en mesure d'aider l'armée irakienne à se remettre sur pied. Mais le Canada n'a pas l'intention d'envoyer des troupes», a ajouté le ministre à l'oc-

casation de la réunion des pays membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, à Istanbul.

Un accord préliminaire a été réalisé samedi au niveau ministériel relativement à la remise en état de l'armée irakienne, à la demande de ce pays, et on s'attend généralement à ce que les dirigeants politiques de l'OTAN le ratifient.

M. Graham est le seul représentant canadien à cette réunion. Alors que la majorité des chefs d'Etat de l'OTAN sont présents, le premier ministre Paul Martin de même que le ministre de la Défense David Pratt sont restés au pays pour faire le plein de votes à quelques heures d'un scrutin dont l'issue s'avère incertaine.

Le Secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, a déclaré que l'entraînement des forces irakiennes aurait lieu «à la fois à l'intérieur et à l'extérieur» de l'Irak. L'OTAN affirme qu'elle en a déjà plein les bras en Afghanistan où des élections générales sont prévues dans quelques mois. En outre, le contingent de 2000 soldats canadiens en poste à Kaboul doit quitter le pays à la fin août et le Canada ne s'est engagé qu'à envoyer une force de soutien de remplacement de 700 soldats à Kaboul et 200 autres dans le reste de l'Afghanistan.

Agence France-Presse, Associated Press et Presse canadienne

### EN BREF

#### Neptune écroulé

Port-au-Prince — L'ancien premier ministre haïtien Yvon Neptune a été arrêté hier et a été conduit au pénitencier national, prison centrale de Port-au-Prince, a annoncé le directeur de la police nationale Léon Charles. M. Charles a précisé que l'ancien dirigeant, un proche du président déchu Jean-Bertrand Aristide, avait été arrêté en exécution d'un mandat d'arrêt. L'actuel premier ministre Gérard Latortue avait accusé vendredi les partisans de M. Aristide d'encourager une vague de violences en cours en Haïti, marquée notamment par des incendies criminels. Les partisans d'Aristide «n'ont jamais cru dans l'Etat de droit, dans le respect et le fonctionnement régulier des institutions [...] donc ils essaient de tout faire pour créer une ambiance» pour déstabiliser le pays, avait dit M. Latortue. M. Neptune avait fait une déclaration à une radio haïtienne réclamant pour demander aux partisans du parti Lavalas de se mobiliser pour le retour du président Aristide, et qui a quitté Haïti le 29 février, et se trouve en Afrique du Sud. — AFP



#### Barroso élu

Londres — Le chef du gouvernement irlandais Bertie Ahern a convoqué un Conseil européen extraordinaire demain à Bruxelles pour entériner le choix de son homologue portugais Jose Manuel Durao Barroso comme prochain président de la Commission européenne. Président en exercice pour quelques jours encore de l'UE, Ahern a fait savoir que le choix de ce candidat de compromis, après d'intenses tractations entre les 25 de l'Europe élargie, avait recueilli suffisamment de soutiens pour être entériné. Durao Barroso, 48 ans, parle plusieurs langues, dont le français, une condition jugée sine qua non par le président Jacques Chirac. — Reuters

#### Nikolic battu

Belgrade — Le candidat ultranationaliste Tomislav Nikolic a concédé la victoire au candidat démocrate pro-européen Boris Tadic à l'élection présidentielle serbe d'hier. «Si la situation reste la même, Boris Tadic deviendra le nouveau président de Serbie, et je tiens ici à le féliciter», a déclaré Nikolic à des journalistes. Une projection basée sur un dépouillement partiel avait un peu plus tôt crédité Tadic, candidat du Parti démocrate (centre-gauche), de 53,5 % environ des suffrages, contre 45,1 % à Nikolic, du Parti radical (SRS). Les résultats officiels sont attendus aujourd'hui. — Reuters

#### Riche, Teresa

Los Angeles — L'épouse du candidat démocrate John Kerry, Teresa Heinz Kerry, est à la tête d'une fortune estimée un milliard de dollars, soit deux fois plus que les estimations généralement admises, selon le Los Angeles Times d'hier. Si Kerry remportait la présidentielle du 2 novembre, ils formeraient le couple le plus riche, ayant jamais occupé la Maison-Blanche. — AFP

Dans le sud de la bande de Gaza

## Attentat à l'explosif contre un poste du Tsahal

Jérusalem — Au moins six soldats israéliens ont été blessés dans une attaque hier soir de leur position dans le sud de la bande de Gaza, revendiquée par le mouvement islamiste radical palestinien Hamas.

Une explosion a fortement endommagé une position du Tsahal (l'armée israélienne) près de la colonie juive de Kfar Darom, à l'entrée du bloc d'implantations du Goush Katif et a fait au moins six blessés parmi les soldats, dont un grièvement, selon des sources militaires.

Le général Shmouel Zacai, commandant de la division israélienne déployée dans la bande de Gaza, a indiqué qu'un tunnel avait été creusé par des activistes palestiniens jusque sous la position militaire où des explosifs ont été activés.

«Le creusement du tunnel a pris un nombre de jours non négligeable. Une certaine quantité d'explosifs a été ensuite introduite. J'estime cette quantité à plusieurs dizaines de kilogrammes. Les terroristes ont ensuite activé ces explosifs», a-t-il indiqué lors d'un point de presse dans le secteur de l'attaque.

«Après l'explosion du tunnel, des échanges de tirs ont eu lieu entre nos forces et les terroristes», a-t-il ajouté.

La télévision publique, qui a in-

terrompu ses programmes, a fait état d'une charge de plusieurs centaines de kilos d'explosifs. L'évacuation des blessés se faisait sous un feu nourri de combattants palestiniens utilisant des mortiers et des armes automatiques, selon les médias israéliens.

Les Brigades Ezzedine Al-Qasam, la branche militaire du Hamas, ont revendiqué leur seul nom l'attaque, dans un communiqué à Gaza.

Auparavant à Jénine (Cisjordanie), un interlocuteur anonyme avait revendiqué l'attaque conjointement au nom du Hamas et des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, groupe armé lié au Fatah du dirigeant Yasser Arafat.

La branche armée du Hamas affirme être seule responsable de l'attaque perpétrée en riposte à l'assassinat de deux de leurs leaders, cheikh Ahmad Yassine et Abdelaziz Rantissi, par l'armée israélienne en mars et avril derniers.

Hier à Naplouse, des dizaines de milliers de Palestiniens ont participé aux obsèques du chef des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa en Cisjordanie, Nayef Abou Charekh, et de six autres activistes tués la veille par l'armée israélienne dans cette ville. Les Palestiniens ont dénoncé cette opération comme un «crime»

tandis qu'Israël s'est félicité du «succès dans la lutte antiterroriste».

Charekh a été tué samedi dans une cache de la casbah de Naplouse en compagnie de cinq autres activistes armés, dont les chefs locaux des mouvements islamistes du Hamas et du Jihad islamique.

Le premier ministre palestinien Ahmad Qoreï a qualifié l'opération israélienne de «crime odieux» accusant Israël d'assassiner des «combattants de la liberté».

Le premier ministre israélien Ariel Sharon a félicité pour sa part l'armée pour cette opération y voyant une «impressionnant succès dans la lutte antiterroriste».

L'armée israélienne s'est retirée à l'aube de la casbah après cette opération entamée vendredi.

Peu après l'attaque de Kfar Darom, deux Palestiniens, dont un enfant de 13 ans, ont été tués dans le sud de la bande de Gaza par l'armée israélienne, selon des sources sécuritaires et hospitalières palestiniennes. Les victimes sont Mohammed Alsharb Baji, un enfant de 13 ans, et Ashraf al-Sabag, 37 ans.

Ces décès portent à 4130 morts, dont 3138 Palestiniens et 920 Israéliens depuis le début de l'Intifada, fin septembre 2000.

Agence France-Presse

Un responsable anonyme de la CIA est formel

## La guerre contre le terrorisme est «cauchemardesque»

Washington — L'intensification de la guerre menée par les Etats-Unis contre le terrorisme est à la fois inévitable et «cauchemardesque», a expliqué hier un responsable anonyme de la CIA, qui publiera en juillet un livre sur le sujet.

«La seule option que nous ayons est l'option militaire, et ce n'est pas une bonne option, mais l'Amérique doit être protégée», a déclaré hier l'auteur du livre Hubris impériale: pourquoi l'Occident perd la guerre contre le terrorisme (Imperial Hubris: why the West is losing the war on terror, interrogé sur la chaîne de télévision américaine ABC. Ce responsable de la CIA, qui a 22 ans d'ancienneté à la centrale américaine du renseignement où il a dirigé la lutte contre Ouassama ben Laden de 1996 à 1999, estime que les Etats-Unis ont laissé le réseau al-Qaïda se renforcer par «courageuse morale», en

refusant de lancer des actions d'envergure dès les années 1990, et que la guerre lancée l'an dernier a fait de l'Irak un «aimant pour les moujahidines». Aujourd'hui, selon lui, les Américains combattent «une insurrection alimentée à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, et il va falloir choisir, entre éliminer cette insurrection ou partir», au risque de créer un cercle vicieux si l'option militaire motive encore plus d'islamistes à se lancer dans le terrorisme. «Quand on ne se laisse que l'option militaire, la situation devient cauchemardesque», a-t-il ajouté sur ABC. «Pour le moment, on est perdant à tous les coups», ajoute «Anonyme», certain qu'al-Qaïda prépare un attentat aux Etats-Unis plus dévastateur encore que le 11 septembre 2001.

Agence France-Presse

## Powell s'occupe du Darfour

Washington — Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell va transmettre cette semaine un message de fermeté au Soudan afin que cesse la crise humanitaire au Darfour, ont indiqué hier des responsables américains.

«Son message sera clair: agissez ou vous en subirez les conséquences», a assuré un responsable.

Alors que certains officiels américains commencent à évoquer un «génocide», M. Powell se rendra à Khartoum puis dans la région du Darfour elle-même les 29 et 30 juin,

entre le sommet de l'OTAN d'Istanbul et une réunion ministérielle des pays d'Asie du Sud-Est (ASEAN) à Jakarta. Il espère rencontrer le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui doit se trouver dans la région à la même période. Outre les entretiens politiques officiels dans la capitale, son passage au Darfour lui permettra de rencontrer des responsables humanitaires, des membres de la commission de cessez-le-feu, ainsi que des personnes déplacées par les combats.

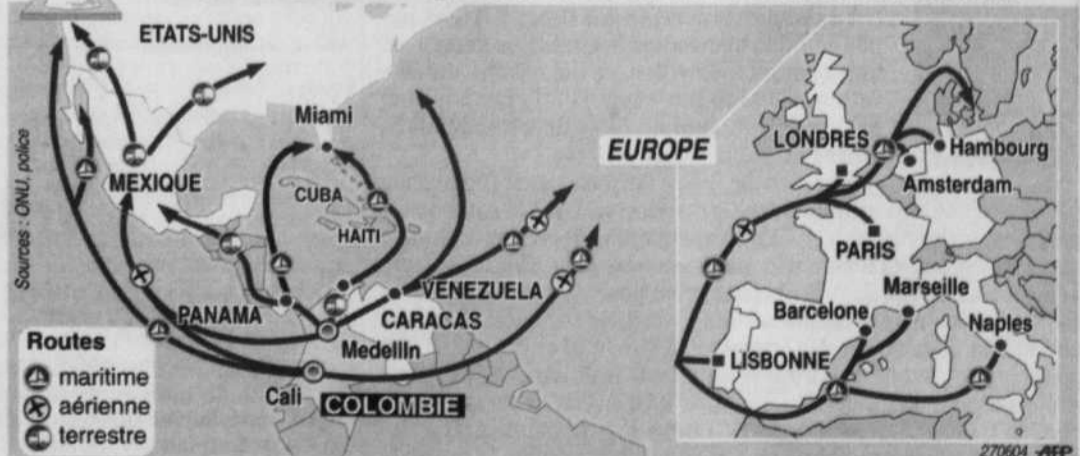
«Le voyage de M. Powell attirera

l'attention sur la situation vraiment très difficile dans la région», a assuré hier la conseillère diplomatique du président Bush, Condoleezza Rice.

Elle a ajouté que le gouvernement américain avait «mis beaucoup de pression sur le gouvernement soudanais pour empêcher les milices "jandjavidés" de faire les choses horribles qu'elles font dans la région». Le Darfour est en proie, selon l'ONU, à la pire crise humanitaire en cours dans le monde.

Agence France-Presse

### Les routes de la cocaïne colombienne



## Le cartel des Caraïbes est mort

Bogota — Un vaste coup de filet antidrogue a mis fin hier au cartel des Caraïbes, responsable de l'envoi de 94 tonnes de cocaïne par an entre la Colombie et les Etats-Unis, avec l'arrestation de 87 trafiquants dans six pays: Colombie, Bahamas, Panama, Jamaïque, Canada et Etats-Unis.

Réalisée en deux temps, cette opération constitue l'un des plus grands coups portés au narcotrafic dans le monde après le démantèlement des cartels de Medellin en 1993 et de Cali en 1995. «Baron» du cartel des Caraïbes, le Colombien Elias Cobos Munoz, ainsi que ses six lieutenants du pays andin, Juan Carlos Gomez Luna, José Antonio Herrera Hernandez, Jorge Ivan Lalinde, Hernando Cobos Munoz (frère du patron du cartel), Elberto Donado Barbosa et Florentino Ribera Farfan, ont été arrêtés dans différentes villes de Colombie, à l'entrée d'un porte-parole de la police à Bogota. Ces sept chefs du trafic de cocaïne faisaient tous

l'objet d'une demande d'extradition par les autorités judiciaires des Etats-Unis, selon la même source. «Le cartel des Caraïbes a ainsi été démantelé», a ajouté cette source, avant de préciser que ces enquêtes avaient exigé 15 mois de filatures dans les six pays.

Baptisées «Manati» et «Palmero», les interventions policières dans les pays concernés ont été réalisées avec l'aide de la DEA (administration antidrogue américaine). Elles ont permis d'abord la détention de 18 trafiquants en Colombie, 43 aux Bahamas, 2 au Panama, 2 en Jamaïque et 5 au Canada, puis de 11 autres en Colombie et 6 aux Etats-Unis, selon la même source.

Ces coups de filet en chaîne déciment un cartel des Caraïbes spécialisé dans l'envoi de 94 tonnes de cocaïne par an vers les côtes des Etats-Unis, à bord de vedettes rapides, à partir de la côte atlantique de Colombie

Agence France-Presse

# ÉDITORIAL

## Banal mais nécessaire

Il est possible que le taux de participation aux présentes élections soit de bonne tenue. Le vote par anticipation a déjà attiré 1,2 million de Canadiens par rapport à 775 000 en 2000 — année où la participation à une élection fédérale a été à son plus bas niveau. Tant mieux si c'est le cas, mais cela ne changera pas la tendance: citoyen et vote ne font plus bon ménage. Et c'est bien dommage.

**D**isons-le franchement: il n'y a aucune raison pour ne pas aller voter. Certes, il ne manque pas de gens pour en inventer — 39 % des électeurs inscrits sont restés chez eux aux élections fédérales de 2000 et au Québec, aux élections d'avril, 30 % ont fait de même. Pire encore, si le taux de participation était calculé à la manière américaine, en fonction de la population en âge de voter plutôt que des inscrits, on verrait que 55 % seulement des Canadiens ont voté aux dernières élections fédérales. Pas loin, donc, du taux moyen de 50 % de participation des Américains que l'on se plaît à railler.

Mais toutes les déclinaisons que ces gens donnent à leur apathie ne tiennent pas la route. Les politiciens sont tous les mêmes? Voire! Qui-conque prétendra confondre Gilles Duceppe avec un clone de Paul Martin a de sérieux problèmes de perception.

Les partis ne nous parlent pas des «vraies» affaires? Quelques clics et on a accès à leurs programmes, qui débordent largement les clips télévisés. Bien des médias, populaires comme alternatifs, s'efforcent aussi de décortiquer les enjeux, les affirmations, les différences entre les partis. Évidemment, cela demande l'effort d'ouvrir le journal, l'ordinateur ou de mieux écouter les bulletins télévisés. Mais dans une ère où jamais l'information n'a été aussi accessible, il y a des limites à plaider l'ignorance!

Il y a ceux encore qui s'abstiennent parce qu'ils trouvent ridicule de réduire l'implication citoyenne à un vote tous les quatre ans, affirmant que la politique demande plus et mieux. Les études montrent au contraire que c'est le vote qui entraîne le reste: les non-votants participent moins que les autres à des activités publiques, quelles qu'elles soient.

D'autres évoquent des raisons particulières (mode de scrutin, dossiers abordés), mais elles n'ont guère d'intérêt pour l'analyse, la baisse de participation touchant la plupart des pays occidentaux en dépit de la diversité des systèmes et des enjeux. Et partout, politologues et sociologues n'en finissent plus de chercher les causes de cette désaffection politique et d'y proposer des solutions.

Dans cet esprit, on invoque beaucoup la mutation de nos rapports à l'autorité, particulièrement poussée chez les jeunes pour qui le «devoir» d'agir est une notion inconnue. «Allez voter!», cette injonction morale, n'a pour eux aucune pertinence et, de fait ils y répondent de moins en moins.

Voter doit donc avoir un sens, et c'est fort bien, sauf qu'on y attache aujourd'hui des exigences démesurées.

Qu'avons-nous à vouloir des politiciens plus grands que nature? Seul le passage du temps leur donnera cette stature. D'ici là, ils sont aussi ordinaires que nous: parfois intéressés, parfois fourbes, parfois sincères, ou tout cela en même temps. Mais, bonheur!, on peut les sanctionner tous les quatre ans.

D'autres rêvent de changer la vie: c'est là la politique de la rue — de la manif à la révolte —, pas celle du Parlement, lieu des petits pas, des déceptions, des compromis avec, de temps en temps, un éclair salutaire. Il vient parfois du gouvernement — non, le Canada n'aura pas fait la guerre d'Irak —, parfois d'un comité parlementaire, parfois d'un obscur travail de député.

Mais pour que l'éclair soit celui que l'on souhaite, il faut y aller d'un premier geste: le vote, banal, frustrant, mais nécessaire.

*jboileau@ledevoir.ca*

## Un CHUM amélioré

**L**e gouvernement du Québec a fait son lit: Montréal aura droit à deux hôpitaux spécialisés d'ici six ou sept ans. Au coût de 1,1 milliard chacun, ils seront financés à raison de 800 millions par Québec et de 300 autres millions par des fonds fédéraux et privés qu'il reste à trouver.

Dans le cas du Centre universitaire de santé McGill (CUSM), il s'agit d'une construction neuve de 500 lits qui sera située sur un terrain immense au carrefour des autoroutes Décarie et Ville-Marie. Quant au Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), le ministre de la Santé a retenu la recommandation du comité Mulroney-Johnson de rénover le pavillon Saint-Luc du CHUM (200 lits) auquel seront greffées des annexes pouvant recevoir 500 lits supplémentaires.

La dernière version du futur CHUM implique donc que toutes les activités seront réunies sur un même lieu, ce qui est une amélioration certaine par rapport à la proposition Mulroney-Johnson de répartir les spécialités entre Saint-Luc et Notre-Dame.

En revanche, on se surprend avec l'opposition péquiste d'une annonce aussi rapide du nouveau CHUM alors que le projet est encore imprécis. Cela s'expliquerait, dit-on, par le voyage que M. Couillard doit faire d'ici quelques jours pour aller convaincre la direction américaine de l'hôpital privé pour enfants Shriners de construire son nouvel édifice sur le site du futur CUS McGill, et non en Ontario. Il va de soi que Québec doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour retenir le Shriners à Montréal, mais n'est-ce pas risqué d'adopter un projet, celui du CHUM, avant d'en connaître les tenants et aboutissants? D'autant que M. Couillard se dit même prêt à étudier d'autres sites que Saint-Luc, ce qui pourrait modifier le projet de façon considérable.

Tout en admettant que Saint-Luc soit bien situé, l'emplacement ne va pas sans inconvénients pour les malades et leurs visiteurs qui s'y rendent généralement en voiture. Pendant que la Ville de Montréal investira des millions pour aménager les artères d'accès routier au CUSM, combien prévoit-on injecter pour faciliter le stationnement pour la clientèle et les visiteurs du CHUM au centre-ville? Y aura-t-il seulement du stationnement à prix raisonnable à proximité du site? Et l'immeuble lui-même, souhaitons qu'il soit entièrement reconstruit à l'épreuve du bruit, de la chaleur et de la poussière qui, pour le moment, font de Saint-Luc le dernier endroit au Québec où un malade puisse souhaiter passer même une seule nuit!

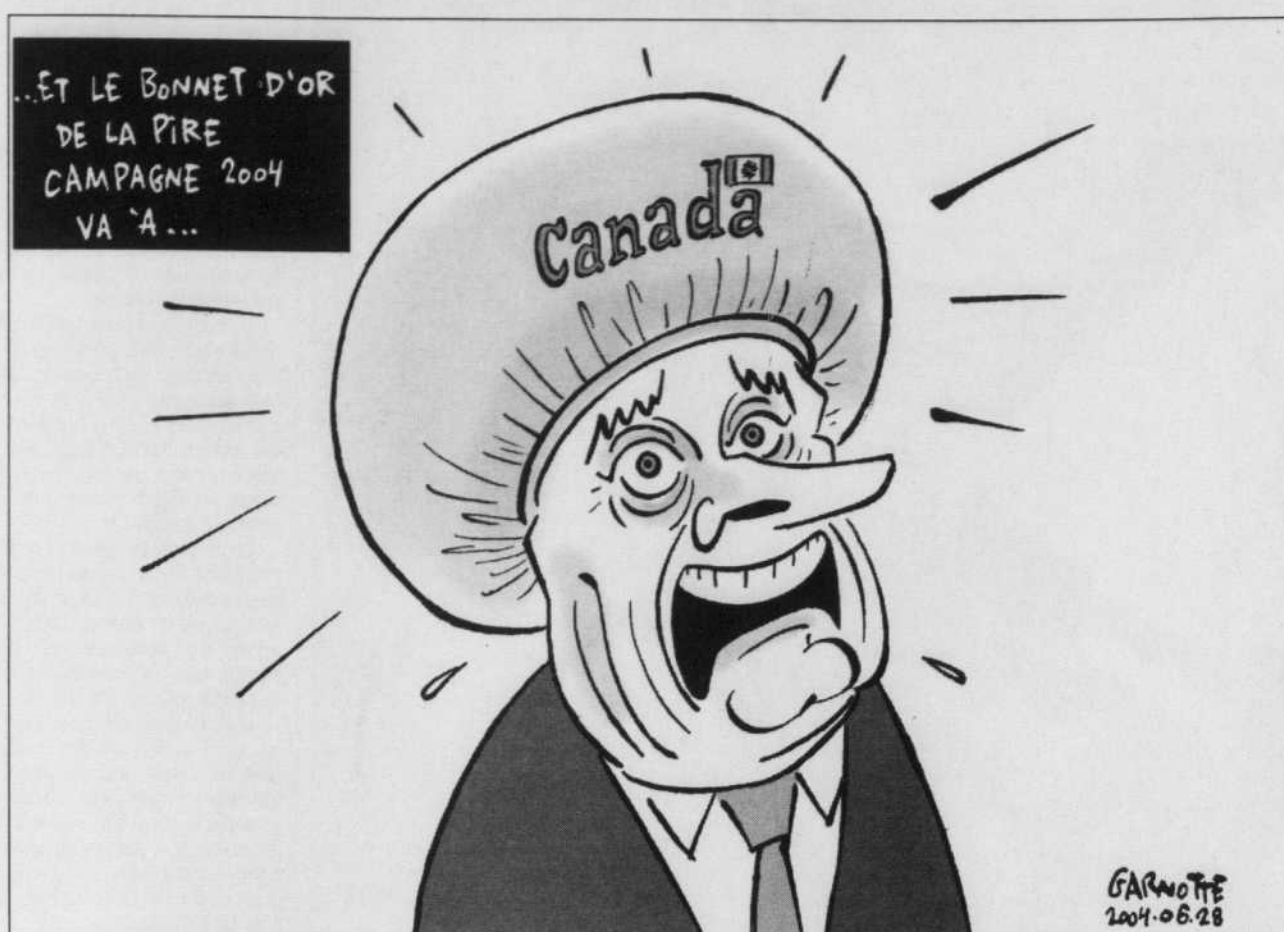
Cela dit, ces deux grands hôpitaux sont des projets majeurs pour notre réseau de santé et pour les retombées qu'ils ne manqueront pas d'entraîner dans le milieu de l'enseignement et de la recherche. Malgré le sort moins enviable réservé au projet du CHUM qu'à celui de McGill, nous aurions tort de ne pas nous réjouir du fait que s'enclenche enfin le processus de construction de ces deux centres spécialisés.

*jrnsaufacon@ledevoir.ca*

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFACON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## LETTRES

### Votez rouge, jaune, vert, bleu?

Aujourd'hui, je vous en prie, votez selon votre âme, pour le NPD, votez comme tout le monde, pour le Bloc, ou comme d'habitude, libéral...

Il est certes utile de s'informer, d'analyser toute l'information qui nous est accessible. Mais quels que soient les programmes avoués ou secrets, les promesses franches, déguisées ou populistes des partis en lice, la réalité est que le Canada, comme tous les pays du monde, compte son lot de citoyens à courte vue dont les idées sont bien arrêtées et pas toujours progressistes sur des sujets qui nous préoccupent.

La réalité est qu'ils n'ont plus leur petit parti de concentré d'extrême droite, l'arc-en-ciel des orientations politiques canadiennes ayant été récemment tronqué artificiellement de cette utile extrémité sans que personne ou presque ne s'alarme.

Il est également aussi savant qu'inutile de jauger, de scruter, de sonder, d'interpréter les intentions de vote des citoyens puisque le commun des mortels s'y perd. Plus simplement, je vous suggère de faire l'exercice suivant qui résiste assez bien tant à la manipulation mathématique qu'à la dispersion de l'aléatoire, du jugement de valeur ou du raccourci intellectuel.

Demandez-vous de quelle couleur sera le vote des pro-vie, des anti-gais, des anti-Kyoto, des orthodoxes religieux?

De quelle couleur sera le vote des tenants des réductions d'impôts et des privatisations en vrac? De quelle couleur sera le vote des sympathisants de Bush, de ceux qui prônent une politique militaire musclée, un resserrement de la sécurité aux frontières et un bouclier anti-missile?

De quelle couleur sera le vote de tous ceux qui ont peur de l'inconnu, qui sentent leur propriété menacée, qui chérissent leurs armes à feu, qui envieraient les jeunes criminels dans les pénitenciers, ou tenteraient de contrôler la délinquance par l'imposition de couvre-feux (oui, ça se fait au Canada!), de quelle couleur sera le vote des très nombreux tenants de la censure, du racisme et de la peine de mort?...

Et posez-vous la question, si simple: voulez-vous voter avec eux? J'ajouterais que l'élection du parti bleu lui permettrait, si je ne m'abuse, de nommer cette fois-ci DEUX des NEUFS juges de la Cour suprême. Ce qui est très lourd, ce qui est très cher payé pour donner une leçon aux vieux libéraux et ce qui est, à mon avis, ouvrir toute grande la porte à l'arbitraire.

Bleu, malheur! une si jolie couleur...  
**Louise-Andrée Laliberté**  
Québec, le 19 juin 2004

### Le BQ conserve tout son intérêt

Il est fallacieux de dire qu'en votant pour le Bloc on favorise soit le Parti libéral, soit le Parti conservateur.

Que je sache, les Canadiens hors Québec se prononceraient aussi le 28 juin; qu'ils choisissent qui ils veulent, libéraux, conservateurs, néo-démocrates ou verts. Ce ne sera jamais le Québec qui choisira le gouvernement, quoi qu'il adienne.

Il peut faire la différence, certes, mais pourquoi ne pas laisser le Canada faire son choix? Le Québec ne peut plus se permettre de cautionner aveuglément les décisions de la majorité canadienne anglaise; on voit bien ce que cela a donné en 1982, avec le rapatriement de la Constitution, qui allait à l'encontre des intérêts du Québec, et qui a pourtant été décidé par des élus du Québec!

Le Bloc québécois ne sera jamais au pouvoir, c'est vrai. Mais il est par là même le mieux placé de tous les partis pour défendre rigoureusement les intérêts du Québec, notamment en faisant la lumière sur des dossiers que des députés québécois du parti au pouvoir se verraient obligés de taire en raison de la ligne de parti (p. ex. le scandale des commandites).

Alors on aura beau critiquer le Bloc québécois, mais la popularité actuelle de ce parti montre bien qu'il conserve tout son intérêt. D'ailleurs, fait intéressant, de nombreux Canadiens anglais ont écrit à ce parti à la suite du débat des chefs, affirmant que les interventions de M. Duceppe avaient été très pertinentes et qu'ils regrettaient l'absence de ce

parti à l'extérieur du Québec. (Voir [http://www2.bloc.org/2004/fr/manchette\\_detail.asp?ID=9924917](http://www2.bloc.org/2004/fr/manchette_detail.asp?ID=9924917))  
**Louis La Bonté**,  
Traducteur au gouvernement fédéral  
juin 2004

### Faux crimes et vrais votes

Avant de voter, il importe de savoir comment les partis se sont prononcés le mois dernier sur le projet de loi C-12.

En effet, cet amendement criminalise des œuvres où rien d'illégal n'est commis, mais où l'on traite de délits imaginaires. Oui, vous avez bien lu: le gouvernement a effectivement décidé de faire arrêter les artistes, les professeurs et les membres de la communauté scientifique qui discutent de certains crimes fictifs!

Et bien que cela ait soulevé les protestations d'une quarantaine d'associations professionnelles (de la Corporation des bibliothécaires à l'Union des artistes), AUCUN des députés de notre province n'a voté à l'encontre du projet, pas même les soi-disant protecteurs de la culture du Bloc québécois.

Dans la mesure où le Parti conservateur estimait de son côté que le projet de loi aurait dû être encore plus sévère, cela n'a laissé que le NPD pour protester contre l'instauration de ce que le roman 1984 appelle un «crime-pensée».

Si le déclenchement des élections n'avait pas interrompu le processus d'adoption de la loi, nombre d'entre nous auraient bientôt pu se retrouver en prison pour avoir commis une infraction virtuelle! (D'ailleurs, cela pourrait toujours se produire si le projet de loi est ravivé à l'automne.)

Ce n'est bien sûr qu'un exemple — au cours des dernières années, les droits de la personne ont pris bien du recul face à la paranoïa croissante de la lutte contre le crime. Mais cela nous aura cependant révélé qui à Ottawa savait distinguer la réalité de la fiction.

A nous d'en faire autant en votant d'après les faits au lieu de nous fier aux promesses électorales.

**Charles Montpetit**  
Lauréat du prix du Gouverneur général  
et crimineur potentiel  
Montréal, juin 2004

## LIBRE OPINION

### Voter pour les bonnes raisons

PHILIPPE JEAN POIRIER  
Montréal

**O**n s'en fout des commandites. Un million de plus ou de moins. Ce n'est après tout qu'une distraction partisane ou encore un fait divers malheureux. Il se passe au Québec des choses beaucoup plus intéressantes, réjouissantes, et surtout concrètes.

Je ne sais pas si vous le remarquez, mais étrangement, subtilement, sans que cela ne fasse de vague, un pays se construit sous nos yeux... Avant même un référendum gagnant. Avant même que ce soit «officiel». On en parle un peu partout, dans les journaux, à la télévision. Même aux États-Unis, ça se sait: *Les Invasions barbares* oscarisées et *La Grande Séduction* gagnante aussi, au Festival de Sundance...

On s'en fout du déséquilibre fiscal. C'est un faux problème. Un pays se construit ici même à Montréal, dans ses souterrains, dans ses égouts, et dans ses ruelles. La littérature renaît de ses cendres. On en trouve les repousses entre les fissures, dans le champ caciné de la littérature.

Les revues se multiplient, elles fourmillent, foisonnent en mots et en couleurs. Les jeunes auteurs se brisent les reins en succès d'estime. Ils ne sont pas lus, mais ça

viendra peut-être. La vie littéraire reprend de sa vigueur, oui. Mistral renaît de ses cendres, tel un phénix. Il en a la stature physique et littéraire.

On s'en fout de la guerre, du droit des femmes, du droit des gays. Ils ne sont pas menacés ici. Et si les femmes et les homosexuels de l'Ontario veulent être sauvés par la société québécoise, eh bien! qu'on lui redonne sa souveraineté pleine et entière. La société québécoise se fera alors un plaisir d'aller à la rescousse des femmes et des homosexuels de toutes les parties du monde, de l'Ontario et de l'Alberta plus particulièrement. Nous irons les aider, s'il le faut!

«Nous...? Oh, je sais ce que ce «nous» veut dire pour moi. Toute une horde de jeunes adultes savent ce que ce «nous» veut dire pour eux aussi.

La société n'est pas fait d'un individu. Le projet de la société québécoise se fera à plusieurs, oui. Le projet se fera par les Noirs, les Blancs, les Jaunes, les Rouges, les Jeunes et les Vieux, ensemble, dans le respect de la différence. Mais surtout: dans la reconnaissance de la différence. Ne pas le comprendre une fois pour toute, c'est faire preuve de mauvaise foi... Ou pire: c'est sous-entendre que le système fédéral canadien a le mandat de protéger les Québécois d'eux-mêmes!

La société québécoise arrive à maturité dans diverses facettes de sa vie collective. Mais comme plusieurs citoyens, j'ai la conviction qu'une société qui n'est pas souveraine dans tous ses domaines de compétences inimaginables ne peut pas espérer être une société complètement mûre.

La question est donc la suivante: la société québécoise est-elle prête pour sa pleine maturité?

Le Parti libéral s'épuise. Le fédéralisme s'épuise. Ce sont des choses faciles à comprendre! Soumettre l'autre à sa volonté est tout aussi épuisant que de se défaire de cette emprise... Maintenir cet état de soumission est un travail en soi. Tout comme s'en défaire... Ça demande une vigilance de tous les instants. Une hargne. Une obstination devant l'évidence. Je dis qu'il y a trop à faire ici et ailleurs dans le monde pour perdre notre temps dans ce genre de chicanes bureaucratiques paralysantes, abrutissantes, en guerres de chiffre complexes, sur des fronts qui se multiplient avec les années (la santé, les garderies, la caisse d'emploi...).

Reste à voter, maintenant.  
Un pays se construit à notre issu, dans nos têtes, dans les chaumières, et aussi dans les isolements... Je vote pour le Bloc québécois uniquement pour cette raison.

## IDÉES

## Et l'aide internationale dans tout cela?

FRANÇOIS AUDET

Chargé des programmes à CARE Canada et chercheur associé à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes, Université du Québec à Montréal

En cette période de campagne électorale, on compte une fois de plus une grande oubliée: l'aide publique au développement (APD). Le Canada, qui a perdu bien des plumes depuis Pearson, doit tirer des leçons des 10 dernières années et reprendre le contrôle de son aide internationale, vecteur transversal de son action dans le monde.

Ces années nous ont fait comprendre que le Plan Marshall ne s'appliquait pas au reste de la planète et qu'il reste encore beaucoup à faire malgré ce que l'on a déjà fait. Les échecs sont plus nombreux que les succès et on compte sur les doigts d'une main les pays bénéficiaires d'APD qui atteignent aujourd'hui les indicateurs espérés. Avec un bilan aussi peu reluisant, le Canada doit s'interroger sur son implication et le rôle de ses organisations œuvrant à l'étranger.

On a noté à la fin des années 80 une décentralisation de la gestion des fonds canalisés par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), originaire d'une volonté de donner plus d'espace aux partenaires, institutions et gouvernements locaux afin qu'ils prennent en charge la responsabilité de leur propre développement. Cette stratégie impliquait la décentralisation de la gestion des programmes d'aide vers les pays bénéficiaires afin de faciliter le dialogue.

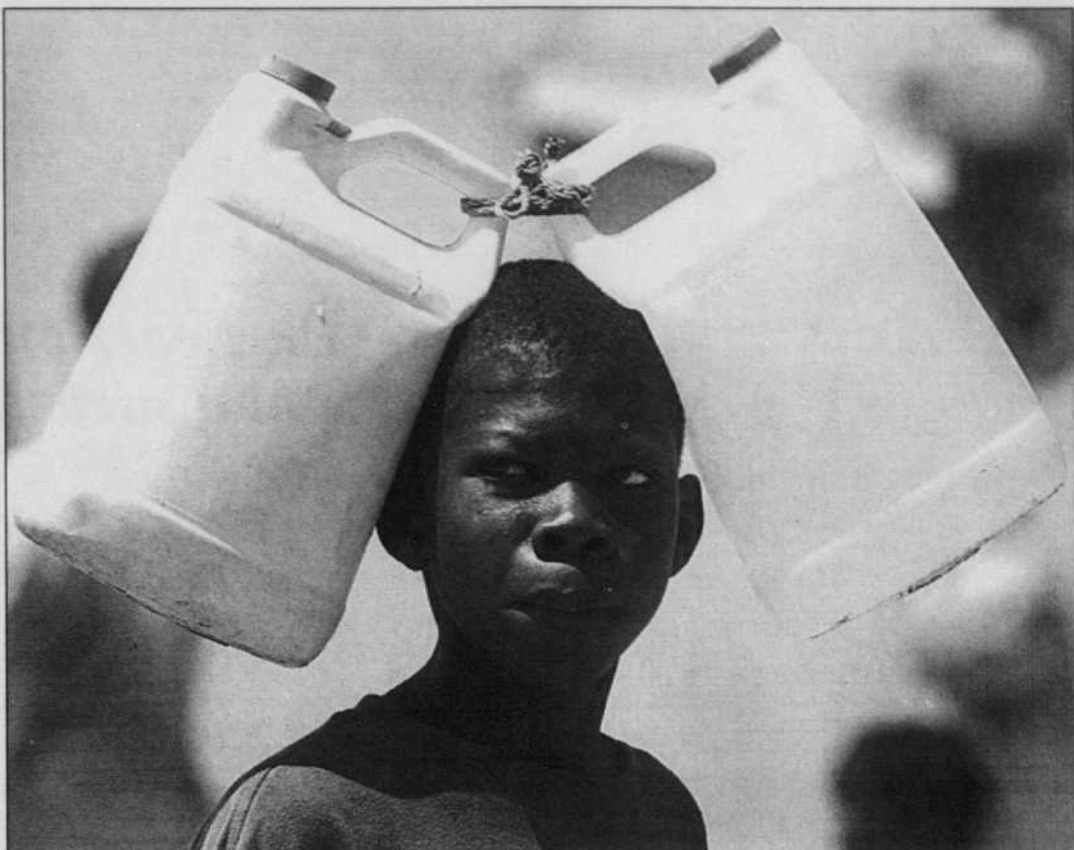
Le Canada étant membre d'une pléthore de forums internationaux (Commonwealth, Francophonie, G8, etc.), cette décentralisation s'est avérée coûteuse et on a vite remis en question cette stratégie. L'une des premières décisions qu'a donc prises l'administration Chrétien a été la re-centralisation des programmes d'aide au Canada. Plus de dix ans plus tard, on semble toutefois vouloir revenir à un mode décentralisé, mais cette fois-ci en passant par les canaux du multilatéralisme.

En d'autres termes, les fonds publics normalement attribués à l'aide bilatérale et accessibles aux organisations et entreprises canadiennes sont de plus en plus transférés vers les organisations des Nations Unies ou à travers des programmes multilatéraux décentralisés. Les conséquences de cette stratégie peuvent être dramatiques pour les organisations et entreprises canadiennes qui œuvrent à l'étranger. En fait, ces organisations n'ont plus accès aux fonds canadiens et perdent leurs places sur l'échiquier international au profit des organisations américaines et européennes.

## Affaire de coûts?

Les raisons de cette stratégie ne semblent pas évidentes. Toutefois l'une qui est souvent donnée est liée à la nécessité de réduire les frais de gestion de l'ACDI. En fait, on croit que le transfert de montants élevés aux agences multilatérales facilite les processus administratifs et réduit les coûts de gestion.

Si effectivement les coûts directs de l'ACDI peuvent paraître diminués, il en reste pas moins que les agences multilatérales sont excessivement onéreuses au niveau de leurs coûts de fonctionnement et que la part des fonds qui est finalement canalisée aux bénéficiaires (l'objectif ultime de l'aide au développement), une fois les frais de gestion payés, est de loin inférieure à celle qui pourrait être directement canalisée à travers des partenaires canadiens. Cette stratégie est d'autant plus paradoxale dans une ère où l'ACDI fait la promotion de l'efficacité de l'aide.



REUTERS

Le Canada arrive au 12<sup>e</sup> rang des donateurs des pays de l'OCDE, derrière la Belgique et la Suisse.

Cette multilatéralisation de l'APD canadienne s'est elle-même traduite par le transfert des budgets alloués à une aide canadienne dite liée (environ 75 % en 2000) à des budgets canalisés vers une aide déliée. Cette terminologie fait entre autre référence à la possibilité que l'aide canadienne passe par un système d'appels d'offre internationaux. On voit donc maintenant le Canada faire la promotion de l'utilisation de différents processus décentralisés tel que les Programmes de réduction de la pauvreté de la Banque Mondiale et les «Approches sectorielles» des Nations Unies.

Il s'agit essentiellement de mettre l'aide au développement canadienne aux enchères, dans un pot commun, afin de répondre à la liste d'épicerie des pays bénéficiaires. Une liste qui est en générale établie étroitement par l'entremise des grandes institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, etc.).

Ce discours institutionnaliste est maintenant fortement critiqué. Si l'idée de base de ce processus semble logique, il n'en reste pas moins que la majorité des pays ne consentent à verser qu'une part réduite de leurs APD à travers ce canal et continuent de favoriser leurs organisations nationales. Seuls quelques pays, dont le Canada, le Danemark et l'Angleterre, ont à ce jour accepté le jeu alors que les autres bailleurs de fonds n'y consentent pas ou qu'en partie.

Les organisations canadiennes doivent maintenant concourir pour l'aide canadienne qui leur étaient auparavant accordée alors qu'ils n'ont eux-mêmes pas accès à l'ADP des autres pays. Ces initiatives ont contribué à générer une perte de confiance de l'ACDI envers les organisations canadiennes. De plus, on note une perte évidente de l'identité «nationale» de ces organisations: en fait l'aide canadienne au développement n'est plus gérée ni contrôlée par des Canadiens et se perd maintenant dans les transferts monétaires internationaux.

**Le Canada doit s'interroger sur son implication et le rôle de ses organisations œuvrant à l'étranger**

Ce sont ces mêmes organisations qui sont aux premières lignes lors des crises humanitaires en Irak, en Haïti et au Soudan.

Également, cela se traduit par une altération des liens entre la société dite «civile» canadienne et les autres sociétés civiles de la planète. Notons également que le Canada arrive au 12<sup>e</sup> rang des donateurs des pays de l'OCDE, derrière la Belgique et la Suisse, et est encore bien loin de ses engagements d'octroi de 0,7 % du PIB, avec 0,28 % (2002).

Il est impératif que le Canada développe une stratégie d'aide au développement non seulement efficace, mais qui permettra l'épanouissement et l'essor des intérêts canadiens, soit un programme accessible aux entités canadiennes qui répondent aux besoins des pays bénéficiaires.

Espérons que le prochain gouvernement redonnera au Canada les outils nécessaires pour que celui-ci reprenne sa place en matière d'aide publique au développement et que l'augmentation du financement de l'APD canadienne promise par les libéraux ne sera pas oubliée par le prochain gouvernement, quel qu'il soit.

dette et utiliser le surplus pour conclure un pacte fiscal avec les provinces, un pacte comprenant trois points:

1. financer des besoins actuels en santé, sans surenchère;
2. convenir d'une fiscalité «responsable», c'est-à-dire l'absence de déficits provinciaux pour cause de course aux baisses d'impôt, notamment;
3. financer les caisses-santé du Québec et des autres provinces, avec une capitalisation proportionnelle au défi démographique de chacune.

Ainsi, croyons-nous, seraient réglés en même temps le déséquilibre fiscal fédéral-provincial, le déséquilibre fiscal entre les provinces elles-mêmes et le déséquilibre fiscal entre les générations!

Pour plusieurs, il est certainement plus agréable de dépenser tous les surplus que d'épargner, mais cette position n'est pas responsable lorsqu'on examine notre situation démographique. En ne bougeant pas, nous retrouverions le chemin des déficits annuels que des générations futures devraient payer. [...]

À défaut d'avoir fait preuve de vision au cours de cette élection, nous espérons que le prochain gouvernement fédéral aura cette lucidité. Nous ne désespérons pas! Mieux vaut tard que jamais et chaque année qui passe sans action nous coûtera cher et risque de faire disparaître la solidarité entre les générations.

Rock Beaudet, Éric Bédard, Louise Bienvenue, Karine Blondin, Catherine Bourdage, Solange Chalvin, Claude Charette, Jean-Félix Chénier, Robert Demers, Angèle Dufresne, Jacques Grand'Maison, Serge Gagnon, Marie Grégoire, Sonia Keroack, Frédéric Lapointe, Jacques Légaré, Hélène Pelletier-Baillargeon, Nicolas Riendeau, Chantal Rodrigue, Ghislaine Roquet et Étienne Tittler.



Michel Venne

## Deux nations, deux campagnes

Ce n'est pas une mais deux campagnes électorales qui se terminent aujourd'hui. L'une au Québec, l'autre dans le ROC, le Rest of Canada.

S'il y a deux campagnes, c'est qu'il y a deux nations se partageant le territoire canadien.

Les Acadiens et les autochtones forment aussi des nations, mais insuffisamment nombreuses et trop peu puissantes pour exercer un pouvoir aussi déterminant.

Depuis 400 ans, au contraire, les Québécois ont forgé une nation politique incontournable, autant parce que celle-ci est concentrée sur un territoire qu'elle contrôle avec un gouvernement bien à elle, que parce que les Québécois ont, en grande majorité, la conscience profonde d'appartenir à une collectivité distincte.

Ce sentiment n'est pas récent. C'est à cause de l'identité particulière des Québécois (qui se sont appelés Canadiens puis Canadiens français par opposition aux Anglais puis aux Canadiens anglais) que la colonie fut d'abord séparée en deux, le Haut et le Bas Canada, en 1791 et que, en 1867, les constituants canadiens ont opté pour une fédération plutôt que pour un État unitaire et centralisé.

La Confédération consacrait juridiquement l'existence d'une nation distincte et lui attribuait, sur le territoire du Québec, les pouvoirs nécessaires à la préservation de son identité, sa langue, sa religion, son code civil et les moyens de les perpétuer par l'éducation.

Mais le monde a changé. Le Canada a évolué de telle manière qu'il a voulu se construire comme une nation unique avec un gouvernement central fort. Les Québécois, pour leur part, ont compris que la simple protection d'une identité culturelle ne servait à rien si la nation ne dispose pas des moyens de son émancipation économique, du contrôle politique de son territoire et des institutions démocratiques lui permettant d'intégrer les ressortissants de toutes origines par la citoyenneté. Depuis Duplessis, les partis politiques québécois ont été unanimes à réclamer plus de pouvoirs pour le Québec.

Pierre Elliott Trudeau a pu diriger le Canada parce que cette nation était derrière lui jusqu'à ce qu'il la trahisse en prenant des moyens pour casser la conscience nationale québécoise, au point d'adopter unilatéralement, en 1982, une constitution qu'aucun gouvernement québécois n'a accepté de signer depuis.

Brian Mulroney a pu lui succéder et conclure avec les États-Unis l'Accord de libre-échange parce qu'il a su s'appuyer sur elle, jusqu'à ce qu'il échoue à faire adopter par le reste du Canada, en 1990, l'Accord du lac Meech qui aurait reconnu le Québec comme une société distincte.

♦ ♦ ♦

Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, la légitimité des États provient de la nation des citoyens qui a remplacé Dieu comme source de puissance. Les hommes ne peuvent gouverner que si d'autres hommes consentent à leur obéir. C'est ce qu'on appelle la démocratie.

Or ce n'est pas par hasard que la plupart des États regroupent une majorité de personnes d'une même nationalité. Le sentiment d'appartenir à une même nation conduit naturellement les membres de celle-ci à s'unir sous un seul et même État. Spontanément, chaque nationalité a ses propres leaders, ses propres journaux et sa propre opinion publique. C'est exactement ce que l'on observe au Canada. La nation québécoise a ses propres leaders, ses propres médias qui l'informent dans une langue différente de celle du reste du pays, et sa propre opinion publique.

Dès le début des années 1960, lorsque la télévision s'est imposée dans les campagnes électorales, les partis politiques ont compris cette vérité et ont confié à des agences de publicité distinctes la préparation de deux campagnes de publicité distinctes, l'une pour le Canada anglais, l'autre pour le Québec.

♦ ♦ ♦

Le régime fédéral canadien a beau être conçu pour nier l'existence d'une nation distincte sur son territoire, cette nation-là, à défaut de faire la souveraineté (ou en attendant, c'est selon) s'est donc fabriquée un véhicule, un parti «propre au Québec», pour s'imposer dans les institutions canadiennes. Le Bloc québécois a même rempli la fonction de l'opposition officielle au Parlement fédéral de 1993 à 1997. Demain, il pourrait détenir la balance du pouvoir aux Communies.

La nation québécoise n'est pas unanime, bien sûr. C'est parce que ce n'est pas une nation ethnique mais une nation démocratique.

En affirmant sa différence, cette nation-là ne se retire pas pour autant des grands débats qui animent la vie politique canadienne. Elle y participe pleinement et sur tous les sujets. Des Québécois, au sein du PLC comme au sein du Bloc, du NPD ou du PCQ, ont défendu des positions sur la guerre d'Irak, le poids des impôts, le mariage homosexuel, le Protocole de Kyoto ou l'assurance-emploi.

On dit souvent que le scandale des commandites aura eu plus d'influence sur ce scrutin que le nationalisme québécois. C'est oublier le lien entre les deux. Les commandites à scandale, pourquoi ont-elles été versées? Pour enfoncer dans la gorge des Québécois l'identité canadienne et faire passer cette nation fièvre pour une république de bananes qu'on peut acheter avec des drapeaux.

La dualité nationale canadienne est un fait que ces élections mettent de nouveau en lumière. Cette dualité reste une donnée déterminante pour l'avenir.

Michel Venne est directeur général de l'Institut du Nouveau Monde. Il s'exprime ici à titre personnel. michel.venne@inm.qc.ca

## Exit les surplus: une élection ratée pour la solidarité entre les générations!

LE GROUPE DE RÉFLEXION LE PONT ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Au risque de répéter le mot de Kim Campbell en 1993, l'élection canadienne qui s'achève aura démontré une fois de plus que les visions à long terme sont systématiquement évacuées du débat. Nous constatons et déplorons le fait que la plupart des partis s'engagent à dilapider les surplus budgétaires, qui par des baisses d'impôt, qui par des dépenses supplémentaires. Le désendettement du Canada est pourtant essentiel pour nous aider à faire face au financement du système de santé et des pensions de vieillesse.

Le système de santé québécois comme canadien est le produit d'un pacte entre les générations. Les contribuables plus jeunes et en bonne santé d'une année donnée acceptent de payer des impôts pour des services qui sont surtout utilisés par les malades de cette année-là, notamment les citoyens les plus âgés.

Le même argent, parvenu à un âge avancé, compte sur les contribuables plus jeunes pour financer les soins dont il pourrait avoir besoin. Il en est de même du système public de pensions de vieillesse. La solidarité intergénérationnelle ainsi exprimée est une valeur importante pour notre société, elle doit être réaffirmée et protégée.

Nous vivons toutefois dans une société encore assez jeune pour assumer les coûts d'un système de santé relativement public et relativement universel. Qu'en sera-t-il demain lorsque le nombre de citoyens âgés de plus de 65 aura doublé?

Le contexte d'aujourd'hui n'est plus celui des an-

nées 60. À l'époque, la solidarité intergénérationnelle n'était pas très coûteuse. En l'an 2000, il y avait au Québec 4,7 travailleurs pour un retraité. Or, en raison du vieillissement de la population, nous nous dirigeons vers une société où il n'y aura, en 2050, que 2,1 travailleurs pour un retraité. L'inflation des salaires dans le domaine de la santé sans compter la surcharge des coûts technologiques et pharmaceutiques contribuera à l'étranglement fiscal des générations futures. Nous n'aurons alors plus les moyens de notre solidarité.

## Quel parti, quel gouvernement serait capable de sacrifier ouvertement l'avenir?

## Pour une caisse-santé

Le gouvernement fédéral sortant a fait le bon choix en soulageant les générations futures d'une partie du poids de la dette publique. Il est étonnant de constater qu'il cache depuis le début cette réalisation et qu'il préfère s'égarer dans des stratégies électorales douteuses. Nous devons surtout tirer la leçon de cette expérience: si le désendettement n'est pas explicitement voire institutionnellement lié au financement à long terme des soins de santé ou des pensions, il ne sera pas durable. Une vision s'incarne ou reste invisible. Il est facile de sacrifier un surplus budgétaire au profit d'un programme ou d'une baisse d'impôt; est-il aussi facile de sacrifier une caisse-santé? Quel parti, quel gouvernement serait capable de sacrifier ouvertement l'avenir?

Nous ne formulons pas cette proposition pour la première fois. Une caisse-santé capitalisée permettrait de financer la hausse des coûts du système de santé au moment opportun, c'est-à-dire lorsque la génération du baby-boom atteindra l'âge où les soins seront plus intensifs. Cette garantie de financement de leurs soins vaut bien quelques privations temporaires. En pratique, les libéraux auraient pu laisser en plan la

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation) ; Joséée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Mylen (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (papier édité, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences) ; Michel Girard (cartooniste), Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélar (responsable), Julie Carpentier, Paul Benzeval (papiers cahiers spéciaux et culture); Stéphane Bailargeon (théâtre), Paul Cauchon (médiatic); Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrochers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer; Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzetti et Manon Connelier (correspondantes parlementaires à Ottawa), Jeanne Chouinard et Robert Duhais (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Madeleine Rioux-Soucy, Geneviève Ois-Dionne (commiss); LA DOCUMENTATION : Gilles Paré (directeur), Conner Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Silvana Bogdanov, Véronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruellan, Nadia Sebati (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Nathalie Ziselle, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecck (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR, Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

